



**LA DÉMOCRATIE POUR
TOUTES LES PERSONNES :**
AU-DELÀ D'UNE CRISE D'IMAGINATION
RÉSULTATS ET CONCLUSIONS D'UNE INITIATIVE D'UN AN

TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE	3
1. À PROPOS DE CE RAPPORT	10
2. UNE NOUVELLE VISION D'UNE DÉMOCRATIE RÉINVENTÉE	10
3. LES DÉFIS D'AUJOURD'HUI	18
4. PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE	21
5. RÉPONSES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE	32
6. PREMIERS PAS VERS LA VISION	36
7. NOTRE RESPONSABILITÉ DE DONNER L'EXEMPLE EN TANT QUE SOCIÉTÉ CIVILE DÉMOCRATIQUE	44
CRÉDITS	47

SYNTHÈSE

A PROPOS DE CE RAPPORT

Notre rapport présente les conclusions d'un projet de recherche mené pendant un an par CIVICUS, alliance mondiale de la société civile. Lors de nos consultations, nous avons entendu les voix de personnes originaires d'environ 80 pays. Ces leaders de la société civile, activistes et autres parties prenantes ont partagé 54 contributions écrites et donné 97 interviews, alors que 26 dialogues sur la démocratie, des discussions informelles menées par des citoyen.nes sur les défis rencontrés et leurs aspirations à la démocratie, étaient organisés dans des pays du monde entier. Toutes les contributions ont été publiées sur notre page internet « [réinventer la démocratie](#) ». Nous remercions tous ceux et celles qui ont partagé leurs points de vue avec nous.

RECU DÉMOCRATIQUE ET ASPIRATIONS DE DÉMOCRATIE

Pays après pays, la démocratie est remise en cause. Nous assistons, en effet, à un recul démocratique et des libertés démocratiques dans de nombreux pays. Nous assistons aussi à une polarisation accrue de la politique ainsi que du culte à l'image d'hommes forts. Nous voyons le populisme de droite progresser. Et dans le même temps, on ne s'occupe à peine de graves problèmes mondiaux tels que le changement climatique, les inégalités et les conflits. Partout dans le monde, les populations ne sont pas satisfaites des formes limitées de démocratie dont elles jouissent.

Nos consultations nous informent que les gens veulent plus de démocratie, pas moins. Dans de nombreux pays qui ne disposent pas d'institutions fonctionnelles de démocratie représentative, les citoyen.nes la réclament, et dans les pays où elles existent, les citoyen.nes en veulent davantage et exigent une démocratie plus participative, délibérative et directe. Au cours de nos consultations, la majorité des personnes interrogées ont déclaré que la démocratie constituait la meilleure forme de gouvernance, même si elle est actuellement très en deçà de ce qu'elle pourrait être. Les gens veulent la démocratie, à la fois parce qu'elle permet de prendre de meilleures décisions et de demander des comptes aux décideur.es et aussi, parce qu'il existe un besoin humain fondamental en chacun.e de nous de pouvoir faire entendre sa voix et d'influer sur les circonstances mêmes de sa vie.

UNE NOUVELLE VISION DE LA DÉMOCRATIE

Si nous voulons jouir du type de démocratie où les gens ont le contrôle et où leurs voix sont entendues, nous pensons que trois changements fondamentaux sont nécessaires.

1. **Une gouvernance définie par les aspirations et les besoins locaux.** Nous devons considérer la démocratie comme un processus centré sur la participation et ouvert à tou.tes. Nous avons besoin de beaucoup plus de démocratie participative aux niveaux local et communautaire, y compris d'une gouvernance décentralisée

“
NOS
CONSULTATIONS
NOUS
INFORMENT
QUE LES GENS
VEULENT
PLUS DE
DÉMOCRATIE,
PAS MOINS
”



Séance de discussion ouverte avec le Secrétaire général de l'ONU
António Guterres et la société civile en marge de la CSW62

Source : ONU Femmes/ Ryan Brown

et déconcentrée, qui permet aux communautés de développer leurs propres solutions locales aux problèmes auxquels elles sont confrontées. Nous avons besoin de plus de démocratie délibérative, à travers des mécanismes tels que les assemblées de citoyen.nes. Nous avons besoin de plus de démocratie directe également, à condition que des garanties soient mises en place contre les abus de pouvoir par la majorité et contre la manipulation des instruments de démocratie directe par les dirigeant.es politiques. Tous les systèmes démocratiques doivent être ouverts à une plus grande variété de points de vue et respecter le droit des minorités à se faire entendre.

2. **Une démocratie mondiale pour s'attaquer aux problèmes mondiaux.** Nous avons besoin de plus de démocratie locale, mais bon nombre de graves problèmes à l'heure actuelle ne peuvent être résolus qu'à l'échelle mondiale et nous devrions tou.tes jouer un rôle dans l'élaboration de solutions à cette échelle. Nous avons besoin d'institutions véritablement

internationales plutôt que d'institutions intergouvernementales, libérées des calculs étriqués des dirigeant.es nationaux. Nous devrions avoir notre avis à donner sur toute nouvelle initiative internationale et avoir directement voix au chapitre quant à la gouvernance des institutions internationales. Nous avons besoin d'un parlement mondial, élu au suffrage direct, plutôt que par les États-nations.

3. **Une économie démocratisée qui fonctionne pour tou.tes.** Toutes ces institutions et processus plus démocratiques ne vaudront pas grand-chose si nos économies restent sous le contrôle d'élites super riches. Nous devrions tou.tes avoir plus de poids dans la prise de décision économique et surtout, être sur un pied d'égalité dans la prise de décision politique avec ces élites, plutôt que d'avoir un statut déterminé par notre poids économique. Nous devons passer à une économie post-croissance axée sur une meilleure répartition de ce que nous possédons et pouvons générer pour tou.tes, axée également sur la fourniture de services essentiels de qualité accessibles à tou.tes et sur la capacité de tou.tes à participer à la gestion de nos ressources.

PRINCIPAUX DÉFIS ACTUELS

Il est clair que la situation actuelle est loin de cette vision expansionniste de la démocratie. Les principaux défis du moment identifiés lors de nos consultations incluent :

- **Élections entachées d'irrégularités et institutions de gouvernance déficientes.** Divers indices sur la démocratie indiquent un déclin démocratique mondial. Dans de nombreux pays, les élections manquent de substance et sont cérémonielles et organisées pour la forme. Même lorsque les élections sont plus libres et équitables, elles excluent souvent des groupes de personnes ou ne permettent pas des choix appropriés. La capacité de participer et d'exprimer une opinion divergente, ainsi que la capacité d'action de la société civile sont souvent bloquées lors d'élections. Les titulaires en fonction sont souvent injustement avantagé.es. Des élections entachées d'irrégularités peuvent amener les gens à renoncer à participer,

laissant le champ libre aux alternatives extrémistes, qui, elles, sont plus à même de mobiliser leur base.

- **Économie biaisée.** De toutes petites élites contrôlent nos économies, et le fossé qui sépare les plus outrageusement riches de tou.tes les autres s'agrandit. Les élites du monde économique et celles du monde politique sont étroitement entremêlées, ce qui permet aux super-riches de fausser les décisions politiques en leur faveur. Au fur et à mesure que l'inégalité économique augmente, la réalisation de politiques visant à lutter contre les inégalités devient moins probable. Et nous sommes presque tous exclu.es de la prise des décisions économiques. La démocratie sur le lieu de travail semble un rêve impossible pour la plupart d'entre nous. Les grandes entreprises transnationales ont également infiltré les processus de décision au niveau international.
- **Approches étroites du développement.** Les approches de développement sont devenues de plus en plus verticales, technocratiques et axées sur les mégaprojets et la promotion de la croissance économique, de telle façon à profiter aux plus riches. Il est plus difficile pour les citoyen.nes d'exiger une redevabilité démocratique sur les grands projets de développement, et la corruption prospère en l'absence de reddition des comptes, ce qui a, aussi, un impact sur les libertés démocratiques. On recourt de moins en moins et on fait de moins en moins confiance à la population pour définir ses propres besoins en matière de développement.
- **Paradigme de la stabilité et de la sécurité.** Les menaces à la stabilité et à la sécurité nationales, qu'elles soient réelles ou imaginaires, sont presque partout utilisées pour restreindre les libertés démocratiques et réprimer toute revendication. L'opposition démocratique est souvent confondue avec le terrorisme. Les gens se convainquent que leurs libertés démocratiques peuvent être cédées contre une promesse de sécurité et, encore pire, qu'on peut être dispensé de respecter les libertés d'autres groupes.
- **Exclusion.** Bien que nous soyons tous exclu.es de la prise de décision économique, les groupes marginalisés et minoritaires le sont particulièrement et, ont longtemps été exclus de nombreux systèmes politiques également. Aujourd'hui, la polarisation politique croissante creuse les divisions, et les populistes de droite ciblent les groupes exclus encourageant leurs partisans à s'en prendre à ces derniers. Dans bien des cas, on mène des 'guerres culturelles', articulées autour des notions de citoyenneté et de nationalité délibérément exclusives plutôt qu'inclusives. Cela prive les gens du pouvoir d'exprimer leurs points de vue et de participer.
- **Déficits démocratiques mondiaux.** Les États qui répriment la démocratie au niveau national le font également au niveau mondial, rendant plus difficile pour les citoyen.nes d'influencer les institutions internationales. Celles-ci sont remises en cause et affaiblies par les dirigeant.es populistes de droite. Elles sont également de plus en plus ciblées par des groupes très conservateurs qui se positionnent comme faisant partie de la société civile afin de tirer parti des processus de consultation.

“
LES MENACES À
LA STABILITÉ ET
À LA SÉCURITÉ
NATIONALES,
QU'ELLES SOIENT
RÉELLES OU
IMAGINAIRES,
SONT PRESQUE
PARTOUT
UTILISÉES POUR
RESTREINDRE
LES LIBERTÉS
DÉMOCRATIQUES
ET RÉPRIMER
TOUTE
REVENDEICATION
”

- **Démocratie au sein de la société civile.** On peut s'interroger sur le niveau concret de démocratie au sein de la société civile notamment à la lumière des scandales récents très médiatisés, qui ont mis en lumière des lacunes inquiétantes dans nos pratiques internes et posé des questions préoccupantes quant à notre attachement réel à nos valeurs. Nos politiques internes ne permettent peut-être pas à ceux et celles qui travaillent et se portent volontaires pour nous d'avoir une voix. Bien souvent, nous n'arrivons pas très bien à communiquer avec les citoyens et à comprendre leurs besoins, en particulier ceux et celles qui ne partagent peut-être pas nos valeurs et notre vision du monde. Au sein de la société civile, la démocratie est sapée par la montée en puissance de groupes anti-droits.

LA SOCIÉTÉ CIVILE EN TÊTE DE LA RIPOSTE

Mais les nouvelles ne sont pas toutes sombres. Dans le monde entier, la société civile réagit et réalise des progrès démocratiques. Des mouvements de masse ont provoqué d'apparentes percées démocratiques en chassant des dirigeants corrompus et autocratiques en **Arménie** et en **Corée du Sud**. Dans des pays d'**Afrique de l'Ouest** tels que le Burkina Faso et le Sénégal, les jeunes ont pris la tête de la protestation, se mobilisant en faisant preuve d'originalité pour tenir tête à leurs dirigeants autocratiques qui tentaient de prolonger leur mandat. Le parti au pouvoir en **Malaisie** a finalement été défait après plus de six décennies au pouvoir, la campagne de la société civile contre la corruption et les abus électoraux y jouant un rôle déterminant. En **Gambie**, l'action concertée de la société civile a forcé un dictateur au pouvoir depuis de longues années à, enfin, accepter le verdict du peuple. Au **Paraguay**, les tentatives de modification de la constitution pour permettre au président de se représenter ont été abandonnées suite à des manifestations populaires de grande ampleur. En **Tunisie**, une action concertée d'une coalition de la société civile a empêché le recul démocratique après la révolution.

Les mouvements **#MeToo** et **Time's Up** ont mobilisé un nombre considérable de personnes, relançant ainsi le débat sur le statut des femmes et des hommes dans les sociétés et sur les lieux de travail, non seulement aux États-Unis, mais dans le monde entier. En **Irlande**, la société civile a montré comment les assemblées de citoyens et les référendums peuvent faire progresser les droits, en lançant une campagne réussie pour modifier la loi sur l'avortement, marquant ainsi une victoire des droits des femmes en matière de sexualité et de reproduction.

Loin des gros titres, nos intervenants ont donné de nombreux autres exemples de comment la société civile monte au créneau pour faire la différence.

PREMIERS PAS VERS CETTE VISION

Malgré les nombreux efforts de la société civile, nous sommes encore très loin de notre vision élargie de la démocratie. Mais il y a des mesures que nous pouvons prendre et amplifier en nous inspirant des réponses menées jusqu'à présent :



Des manifestations anti-gouvernementales de masse en Arménie d'avril à mai 2018 ont conduit à une "Révolution de velours"

Source : Narek

1. CONSTRUIRE DE MEILLEURES INSTITUTIONS À TOUS LES NIVEAUX

- **Rendre les élections plus libres et plus équitables.** Nous pouvons militer en faveur d'organismes indépendants de gestion des élections, pour des normes de conduite élevées, pour l'acceptation de la dissidence en période électorale et pour des scrutins de vote plus justes et plus proportionnels. Nous pouvons mettre en œuvre et appuyer le contrôle des élections par les citoyen.nes. Nous pouvons nous opposer à l'exclusion des candidat.es et des électeur.trices appartenant aux groupes marginalisés.
- **Développer une plus grande participation.** Nous pouvons modéliser, démontrer et faire appel à des formes de démocratie participative, délibérative et directe, telles que les parlements communautaires, les assemblées de citoyen.nes, les référendums issus de la volonté populaire et destinés à étendre la justice et le respect des droits, les pétitions en ligne et d'autres formes de participation à la prise de décision rendue possible par les réseaux sociaux et mobiles. Nous pouvons mettre en place et dispenser une éducation civique de haute qualité qui encourage la participation et enseigne aux gens à respecter et à valoriser les libertés démocratiques.
- **Démocratisation du système international.** Nous pouvons plaider pour que les parlements mondiaux supervisent les institutions internationales et régionales, et exiger un plus grand accès de la société civile au système international dans son ensemble. Nous pouvons plaider en faveur d'un contrôle démocratique exemplaire des Objectifs de Développement Durable (ODD) et mener une campagne de plaidoyer pour réaffirmer le lien direct entre développement et démocratie en tant que partie intégrante des ODD. Nous pouvons travailler avec le système international pour élaborer et instaurer des nouvelles normes internationales plus strictes en matière d'élections.

2. CRÉER DES RELATIONS

- **Construire des alliances.** Nous pouvons construire des alliances plus fortes et plus larges pour défendre et élargir la démocratie. Nous pouvons travailler pour combiner des actions à court et à long terme,



Campagne SPEAK ! 2017, événement de la jeunesse de lutte contre la haine à Nigeria, organisé par le Réseau des ONG du Nigeria (NNNGO)

Source : NNNGO



en ligne et sur le terrain, spontanées et organisées. En dehors de la société civile, nous pouvons nouer des alliances avec des parlements et des institutions judiciaires indépendantes, des organes de gestion des élections, les médias, des entreprises partageant nos valeurs et des gouvernements favorables aux valeurs et aux libertés démocratiques.

- **Faciliter des dialogues inattendus.** Nous pouvons faire un effort pour aller au-delà de ceux et celles qui sont d'accord avec nous et engager des conversations avec ceux et celles qui ne le sont pas. Nous pouvons communiquer avec les personnes avec qui habituellement nous n'arrivons pas à communiquer. Nous pouvons offrir aux citoyen.nes mécontent.es des plateformes réelles pour exprimer leurs points de vue et participer. Nous pouvons créer des espaces où la polarisation peut

être abordée, le dialogue au-delà des divisions politiques encouragé et la réconciliation entre groupes antagonistes favorisée.

LA SOCIÉTÉ CIVILE MENANT PAR L'EXEMPLE

En tant que société civile, nous devons prendre l'initiative de réimaginer la démocratie, car la société civile est la sphère du dialogue, de l'innovation et de la réinvention. Mais nous devons montrer l'exemple en nous démocratisant et en démontrant que nous adhérons à des normes exemplaires de transparence et de redevabilité, notamment en faisant des citoyen.nes le public visé de nos rapports et audits, et en leur permettant de participer à nos prises de décision. Pour ce faire, nous devons expérimenter et modéliser la démocratie sur le lieu de travail et modifier nos styles de leadership. Nous devons tirer des enseignements des styles de management horizontaux des mouvements sociaux et féministes contemporains.

Nous devons relever ces défis et faire preuve de leadership, car les événements d'aujourd'hui montrent que la démocratie fait défaut presque partout et, elle y est fragile – même dans les cas où l'on croyait que les débats en faveur des libertés démocratiques avaient depuis longtemps été remportés. En réponse, nous devons intensifier notre action et créer les espaces où la citoyenneté active est vécue et devient réelle. Nous devons voir grand et oser plus. Nous devons renouveler, revitaliser et réinventer la démocratie.



Le réseau asiatique pour des élections libres (ANFREL) promeut la démocratie en Asie en évaluant l'intégrité des processus électoraux et en plaidant pour la bonne gouvernance

Source : ANFREL

1. À PROPOS DE CE RAPPORT

Ce rapport de CIVICUS sur comment réinventer la démocratie a été rédigé à la lumière et sous l'inspiration de nombreux entretiens avec des activistes et des leaders de la société civile et au-delà, venu.es du monde entier.

Nous avons écouté amplement les voix de l'alliance CIVICUS lors de la préparation de ce rapport. Nous avons demandé à diverses personnes d'écrire un texte sur un aspect de la démocratie qu'elles connaissent bien. Nous avons interviewé des personnes concernées par des événements majeurs de notre époque. Lors d'un appel ouvert, nous avons demandé à nos membres de partager leur expérience d'un problème dont ils sont témoins ou d'une façon de construire la démocratie à partir de la base. Nous avons invité les jeunes à s'inspirer du thème pour faire une œuvre d'art. Nos membres ont organisé des dialogues sur la démocratie, c'est-à-dire des discussions de groupe informelles qui ont explicité ce que la démocratie signifie pour des personnes sur le terrain, les défis dont ils sont témoins et ce qu'ils veulent faire pour changer les choses.

Toutes ces idées, points de vue et recommandations ont été publiées sur notre plateforme '**Réinventer la démocratie**' qui regroupe 54 contributions écrites, 97 entretiens et des comptes rendus de 26 dialogues sur la démocratie, offrant la parole à des citoyens d'au moins 80 pays de toutes les régions du monde, et ce dans des langues diverses. Nous reconnaissons que les efforts exceptionnels à titre volontaire de l'alliance CIVICUS ont été la source profonde d'inspiration de ce rapport. Cela nous a encouragés à approfondir la question sur comment les problèmes urgents d'aujourd'hui peuvent pousser à une réinvention de la démocratie, en particulier ceux-là mêmes qui la mettent en danger dans de nombreux pays et, plus largement, comment les systèmes de gouvernance actuels manquent à leurs engagements envers la plupart d'entre nous. Les défis décrits ci-dessous ont un impact profond sur la société civile et exigent une action de la société civile. La réponse enthousiaste de l'alliance CIVICUS à notre appel montre à quel point la société civile est préoccupée par la santé de la démocratie, et son engagement à rechercher le changement.

L'année 2018 marquant également le **25^{ème} anniversaire** de CIVICUS, nous



Convoquée par la Mission internationale pour l'éducation des filles, *Democracy Dialogues* au Nigéria a réuni des femmes de la société civile, des médias, du monde universitaire, des groupes ethniques/religieux, des partis politiques, du gouvernement et du secteur privé

Source : Girls Education Mission International

voulions prendre un moment pour nous projeter dans 25 ans et imaginer comment la démocratie pourrait fonctionner pour nous tous dans le futur. Nous présentons ici une perspective, inspirée par nos nombreuses conversations, de ce à quoi pourrait ressembler une démocratie qui fonctionne pour tous, pourquoi nous pensons que nous avons besoin de changements radicaux et quels premiers pas nous pouvons prendre en tant que citoyen.nes actif.ves et sociétés civiles progressistes basées sur les droits humains, dans ce périple visant à réinventer la démocratie.

2. UNE NOUVELLE VISION D'UNE DÉMOCRATIE RÉINVENTÉE

UNE CRISE D'IMAGINATION

Pouvons-nous imaginer à quoi le monde pourrait ressembler dans 25 ans ? Qu'est-ce qui pourrait changer d'ici là pour un.e enfant né.e aujourd'hui et,

ce qui, tout aussi important, ne changera pas ? En matière de marché et d'industrie on consacre beaucoup d'efforts à essayer d'imaginer précisément cela : comment nous pourrions utiliser la technologie, comment nous pourrions communiquer, comment nous pourrions vivre et travailler dans les prochaines décennies. Il est courant d'imaginer un monde dans lequel la technologie nous apporte des avancées médicales énormes, nous permette d'accéder instantanément à des biens et à des services nouveaux, voire même de voyager sur d'autres planètes.

Mais la plupart de ces visions du futur restent ancrées prosaïquement au présent, lorsqu'il s'agit d'imaginer comment nos Moi du futur pourraient avoir leur mot à dire dans les décisions nous concernant tous.tes, qui affectent nos communautés et notre monde. Selon la pensée dominante, il est encore largement supposé que l'État-nation, une création du 17ème siècle, est la forme aboutie et définitive de toute organisation politique. On suppose que le capitalisme de marché plus ou moins libre continuera d'être le modèle économique dominant. Et, il est toujours supposé que nous continuerons de laisser notre pouvoir de prise des décisions à une classe spéciale de professionnels, composée de personnes appelées 'politicien.nes', qui décident en notre nom.

Mais pourquoi cela devrait-il être le cas ? S'il est plus facile d'imaginer la fin du monde que celle du capitalisme de libre-échange, la crise principale de notre époque est peut-être une crise d'imagination. À une époque où tant d'anciennes théories ont été balayées (sur la façon dont nous, nos familles et nos communautés vivons, travaillons et entretenons des relations entre nous), pourquoi ne remettons-nous pas en cause les théories sur la manière dont les décisions sont prises, sur la manière dont nous, citoyen.nes, pouvons être au cœur de la prise de décision ? Pourquoi, apparemment, le mieux que nous puissions espérer, c'est un modèle étroit de démocratie représentative, où des élections justes sont organisées de façon périodique à divers degrés, dans lesquelles nous participons plus ou moins librement, avec différents niveaux de compréhension, afin d'élire des personnes qui prennent ensuite des décisions qui peuvent, ou pas, être bonnes pour nous ? Et pourquoi continue-t-on à refuser cette version même amincie de la démocratie à un si grand nombre de personnes dans le monde ?

Au sein de la société civile, beaucoup d'entre nous s'efforcent d'empêcher que les pratiques démocratiques actuellement déjà limitées ne reculent davantage, et ce partout où cela se produit. Nombre d'entre nous essayons de demander des comptes aux gouvernements et insistons pour que les libertés démocratiques soient respectées. Nous sommes nombreux à nous efforcer d'empêcher que ceux qui contrôlent le plus de ressources n'exercent une influence disproportionnée. Dans la mesure du possible, nous essayons de donner un coup de pouce aux améliorations progressives vers des pratiques meilleures de la démocratie représentative. Cependant, en faisant ce travail essentiel, la société civile doit être consciente du danger qu'elle ne prend peut-être pas le temps de penser plus grand et de rêver de façon plus osée.

“
LA SOCIÉTÉ
CIVILE
DOIT ÊTRE
CONSCIENTE
DU DANGER
QU'ELLE NE
PREND PEUT-
ÊTRE PAS LE
TEMPS DE
PENSER PLUS
GRAND ET
DE RÊVER DE
FAÇON PLUS
OSÉE

”

POURQUOI DEVRIONS-NOUS RÉINVENTER LA DÉMOCRATIE ?

Pourquoi voudrions-nous le faire en effet ? Parce que, comme indiqué ci-dessous, on observe, pays par pays, les signes que nos systèmes actuels de gouvernance sont défaillants et que les citoyens ne sont pas satisfaits de la manière dont ils sont gouvernés ; et ces signes sont si frappants qu'ils ne peuvent être ignorés. Or, ces défaillances ne peuvent pas disparaître par simple retouche. Les approches actuelles en matière de gouvernance ne traitent pas des problèmes en profondeur, elles contribuent en fait à les causer. Imaginez que si, l'année prochaine, tous les pays du monde organisent des élections libres et équitables, nous nous attendrions à ce que de nombreuses personnes y voient une amélioration, mais les grands défis à résoudre auxquels le monde est confronté aujourd'hui (changement climatique et dégradation de l'environnement, violence et extrémisme, exclusion et discrimination, déni des droits fondamentaux et des besoins essentiels) eux, ne seraient pas résolus. Les élites économiques et politiques

bénéficieront toujours d'un pouvoir disproportionné. Beaucoup de gens se verraient toujours refuser le plein exercice de leur potentiel.

Les systèmes de gouvernance du monde vivent dans l'instant présent, prenant des décisions à court terme inspirées par les considérations tactiques de ceux au pouvoir. Même lorsque de telles décisions ont procuré quelques avantages à la citoyenneté et aux communautés, les problèmes persistants qui touchent de vastes parties de la population mondiale laissent penser que ces problèmes endémiques ont empiré, des solutions radicales ont été reportées. Les personnes qui décident ont été et sont, en grande partie, incapables de se tourner vers l'avenir.

Pour mieux faire, nous avons besoin d'une vision élargie et inclusive de la démocratie, qui va bien au-delà de la tenue d'élections dans lesquelles les nombreuses personnes choisissent les quelques-uns qui les gouverneront. Les temps actuels ont démontré, une fois de plus, les leçons de l'histoire sur le pouvoir des idées et paradigmes à façonner les opinions et à mobiliser les gens. Nous avons besoin d'un nouveau paradigme efficace de la démocratie, qui s'attaque aux défaillances actuelles, réponde aux revendications de notre époque et offre une nouvelle vision concrète à suivre. À une époque où les discours régressifs gagnent du terrain, nous avons besoin d'un paradigme optimiste offrant aux citoyens plus de démocratie plutôt que moins : une vision qui détaille et promeuve clairement, de façon plus convaincante et intéressante, des concepts vitaux tels que les libertés démocratiques, les droits humains, la justice sociale et le respect de la planète.

En tant que société civile, nous devrions plaider en faveur d'une démocratie en mettant l'accent sur ses avantages à la fois instrumentaux qu'intrinsèques. Une partie de la valeur de la démocratie réside dans le fait qu'elle nous aide à prendre des décisions qui servent mieux les gens et nous pousse à rendre des comptes vis-à-vis de ces décisions. Mais la démocratie est également importante car la participation est un besoin et un droit humain profondément enracinés dans notre besoin de dignité en tant que personnes capables de former et d'exprimer des opinions et d'influencer les structures dans lesquelles se déroulent nos vies. Cela signifie que la démocratie doit être participative et fondée sur les droits ;



Protestation Black Lives Matter à Londres, Royaume-Uni, juillet 2016

Source : Ailsdare Hickson

elle ne peut exister que si les droits humains sont respectés et défendus, car les droits permettent la participation. Et, comme le soulignent les intervenants du monde entier, les droits qui permettent la démocratie doivent être universels, car le désir d'être entendu est omniprésent dans toutes les sociétés et dans toutes les cultures. Les efforts actuels des dirigeants autoritaires visant à présenter les droits démocratiques comme incompatibles avec les cultures et les valeurs nationales servent leurs propres intérêts et doivent être rejetés.

La valeur intrinsèque de la démocratie implique la nécessité de mettre l'accent sur la participation en tant que processus. La démocratie est un voyage, pas une destination, un travail perpétuel en cours qui ne peut jamais être achevé à la satisfaction de tous. La démocratie représente un effort constant – pour la parole, la participation et le droit d'exprimer ses divergences – un système de liberté contrôlée, d'incertitude organisée. Cela signifie que la démocratie est complexe, imparfaite et comporte des coûts. La démocratie est souvent désordonnée, mais elle ne devrait jamais être chaotique.

Alors, à quoi pourrait ressembler une vision de la démocratie réinventée ? Pris dans leur ensemble, les nombreuses contributions à ce projet suggèrent que trois changements fondamentaux sont nécessaires :

- a) Une gouvernance définie par les besoins et aspirations locales ;
- b) Une démocratie mondiale pour faire face aux problèmes mondiaux ;
- c) Une économie démocratisée qui fonctionne pour tous.

A. UNE GOUVERNANCE DÉFINIE PAR LES BESOINS ET ASPIRATIONS LOCAUX

Où pouvons-nous commencer à réinventer la démocratie ? Nous ne devrions certainement pas commencer par l'État-nation en tant qu'unité fondamentale de gouvernance, mais par les personnes et les communautés. Pour penser plus grand, commençons par penser plus petit.

Commençons par reconnaître que chacun de nous abrite une identité complexe, stratifiée et dynamique, formée d'un patchwork de nombreuses croyances et appartenances, dont le poids varie en fonction du contexte.

Nous sommes chacun défini.es comme 'individu' par nos valeurs, nos croyances, nos appartenances et nos interactions avec les autres. Cela signifie que même si beaucoup d'entre nous portent une forme de carte d'identité qui indique leur nationalité, nous plaçant généralement comme citoyen du pays où nous avons eu la chance de naître, ou de celui dans lequel les courants imprévisibles de la vie nous ont déposés ou, de plus en plus, comme citoyen d'aucun État, la nationalité n'est pas nécessairement l'identité qui nous définit le plus. Les États-nations ne sont pas éternels et résultent souvent d'histoires complexes et controversées, avec des frontières souvent **définies arbitrairement** par les conflits et la colonisation. Bien que l'identité nationale puisse être une puissante forme d'appartenance qui peut rassembler les gens à des fins aussi bien progressistes que régressives, ce n'est pas la seule forme d'identité disponible.

Pour beaucoup d'entre nous, les choses les plus importantes ont peu à voir avec notre identité nationale. Nous pouvons davantage nous identifier à nos familles, notre groupe social, ceux dont nous partageons les opinions, ceux que nous suivons sur les réseaux sociaux. Nous vivons dans des pays, mais nous vivons également dans des villes et villages, des provinces, des régions, des États et des territoires infranationaux qui chevauchent des frontières, dans des diasporas et des lieux d'asile et d'exil, ainsi que dans des quartiers et des communautés. C'est dans ces espaces, virtuels et physiques, que sont prises nombre des décisions qui ont une incidence sur notre vie quotidienne. Et les gens veulent avoir leur mot à dire sur la manière dont les décisions sont prises dans tous ces espaces.

Commençons donc par là et réinventons la manière dont la démocratie peut être construite au niveau local et élargie à partir de là. Faisons de cela l'un des principes fondamentaux de la démocratie que les décisions soient prises au niveau le plus local possible. Reconnaissons que si les droits démocratiques et l'aspiration à la démocratie sont universels, les formes et les mécanismes de la démocratie peuvent varier et être adaptés au contexte local. Ils doivent évoluer en permanence ; il est essentiel qu'ils soient conçus en fonction des revendications locales et permettent le droit et la participation de tou.tes.

Cela implique que la décentralisation et la déconcentration au niveau local sont essentielles à la gestion de la différence. Aucun système de gouvernance ne peut être qualifié de démocratique s'il est utilisé pour priver les minorités de leurs droits et de leur dignité. Aucun sens de l'unité nationale ne peut être imposé par le haut. Il doit naître de la population. Les approches consacrées actuellement de la démocratie représentative sont inadéquates si elles permettent à des grands blocs de population de dominer la vie politique et d'étouffer une pluralité d'opinions, ou si elles permettent l'imposition par le haut de concepts controversés tels que « l'unité nationale » et les « valeurs nationales ». Presque tous les dialogues sur la démocratie (organisés via ce projet) ont défini la démocratie qu'il.elles souhaitent comme à la fois un système dans lequel les dirigeants écoutent la voix du peuple et où les minorités n'ont pas à **se soumettre** aux volontés des majorités et sont reconnues comme ayant un droit légitime à leurs propres luttes ainsi qu'à ce que leurs voix soient entendues. La démocratie a pour tâche de concilier respect de la volonté populaire et respect des opinions des minorités. De même, bien que les élections divisent souvent les gens le long de lignes de partis et peuvent être des moments de polarisation, il incombe à la démocratie de réconcilier les personnes à la suite d'élections conflictuelles, par le biais de mécanismes permettant à différents courants s d'être représentés dans le processus décisionnel.

Dans le cadre des nombreuses formes de démocratie pouvant être proposées, imaginons des **formes nouvelles et améliorées** de participation au niveau communautaire. Nos intervenants suggèrent des mécanismes tels que des assemblées de citoyens, des panels et des conseils, des **parlements communautaires** et des groupes locaux qui parviennent à des **consensus**. Soyons rassurés que la plupart des gens, s'ils sont habilités à prendre des décisions à un niveau local concernant la répartition des ressources et la prestation de services dans leurs communautés, prendront dans l'ensemble des décisions judicieuses et raisonnables qui mettent de côté leur intérêt personnel immédiat. Il ressort des données tirées des pratiques de budgétisation participative et des **financements communautaires** que lorsqu'on demande aux gens de collaborer pour établir des priorités économiques et sociales, il.elles ont tendance à prendre des décisions

éclairées, qui sont plus durables et d'intérêt général en comparaison avec les décisions prises par d'autres moyens.

Et à côté de cela, demandons une démocratie beaucoup plus directe. Cela inclut les **référendums** – à condition que ceux-ci découlent des demandes du public et reflètent celles-ci et ne servent pas à restreindre les droits humains. Et cela inclut les méthodes de prise de décision démocratique rendues possibles par les nouvelles technologies, qui permettent aux personnes de partager leurs points de vue en temps réel, de prendre des décisions réfléchies et de rendre comptes de ces décisions – à condition que ces nouvelles technologies soient sécurisées, sans ingérence et elles-mêmes soumises à un contrôle démocratique.

Il est nécessaire de promouvoir l'inclusion des groupes exclus dans les systèmes existants et dans les institutions de la démocratie, notamment par des moyens tels que les **quotas** et des représentants désignés spéciaux en tant que premières étapes essentiels vers la **parité**, dans le cas des femmes, ainsi que pour permettre la création de nouveaux espaces permettant aux citoyens de développer leurs compétences et la confiance nécessaires pour participer. Mais au-delà de cela, imaginons de nouvelles façons de dialoguer par-delà les différences et de faciliter des conversations inhabituelles, par le biais de forums communautaires qui nous aideraient à réconcilier nos différences, à dépasser la haine, les préjugés et les malentendus et à identifier la base commune sur laquelle des compromis inclusifs peuvent être forgés, tout en respectant et en faisant respecter les droits humains. Permettons toute une série de nouveaux débats inclusifs, aux niveaux national et local, sur la signification de l'unité et sur la définition des valeurs nationales, englobant tout le monde y compris les groupes exclus depuis longtemps, les **nouveaux** membres de la communauté et ceux qui n'étaient pas encore **reconnus** comme citoyens. Le sens de « citoyen » doit perdre sa connotation juridique et devenir un simple synonyme de « personne ». La reconnaissance de la différence devrait aller de pair avec les efforts pour éliminer les inégalités, car les deux sont construits autour de la notion de respect de chaque personne et permettent à chacun de vivre pleinement sa vie.

En tant que société civile, œuvrons pour créer, permettre et soutenir les espaces dans lesquels des dialogues, des négociations et des décisions peuvent avoir lieu, c'est-à-dire là où la citoyenneté active devient une réalité vécue et où la démocratie évolue. Mais au fur et à mesure que nous construisons une plus grande démocratie communautaire, nous devons, bien entendu, être conscients du défi que les décisions au niveau local peuvent se contredire entre elles et se heurter au niveau global. Alors, travaillons à mettre en relation différentes initiatives au niveau local pour qu'elles dialoguent, négocient et se complètent plutôt que ne se contredisent.

B. UNE DÉMOCRATIE MONDIALE POUR S'ATTAQUER AUX PROBLÈMES MONDIAUX

Nous vivons dans des communautés et des pays, mais chacun de nous est également un.e habitant.e de cette planète. Elle est de plus en plus interconnectée, avec les nouvelles technologies qui nous permettent de partager des expériences et des visions tant bonnes que mauvaises et ce en temps réel. Nous sommes de plus en plus mobiles, soit à la recherche d'une vie meilleure ou bien déraciné.es par un conflit. Nous sommes confronté.es à des menaces pressantes – changement climatique, guerres, inégalités économiques – qui ne prêtent aucune attention aux frontières nationales. L'échelle mondiale est donc devenue un domaine d'action légitime permettant aux personnes et aux organisations de revendiquer des droits et de promouvoir le changement ; sphère dans laquelle diverses institutions internationales ont aussi évolué pour tenter de résoudre les problèmes que les États-nations ne peuvent traiter. Si un principe clé de la démocratie est que les décisions doivent être prises au niveau le plus local possible, pour certains problèmes globaux l'échelle mondiale est la seule possible.

Notre époque se caractérise par un **repli** du mondialisme, repli orchestré par des dirigeants et mouvements populistes de droite, en partie à cause des récents conflits qui ont débordé des frontières et ont forcé de nombreuses personnes à devenir des migrant.es et des réfugié.es, suscitant par réaction le nationalisme, la xénophobie et la peur de l'insécurité dans les pays d'accueil. Mais la principale leçon à retenir, qui devrait probablement être une fois de plus démontrée alors que les migrations liées aux changements climatiques prennent de l'ampleur, est que les démocraties ne peuvent pas survivre en isolation. Les conflits qui se déclenchent dans des conditions autocratiques auront un impact même sur les États-nations qui continuent d'essayer de respecter les normes démocratiques. Les **îlots de relatives démocraties** entourés de mers d'autocratie sont, en effet, de plus en plus difficiles à maintenir, en particulier dans un monde où les autocrates créent leurs propres alliances internationales de plus en plus sûres d'elles. Nous avons besoin d'un monde de démocratie et, pour contribuer à l'édifier et à résoudre les grands problèmes, nous avons besoin d'organisations véritablement internationales, plutôt que simplement intergouvernementales.

Dans la société civile progressiste de défense des droits humains, beaucoup s'efforcent de défendre les institutions internationales remises en cause. Mais nous ne devrions pas être forcé.es de défendre un **statu quo** lorsqu'il déplaît à beaucoup d'entre nous. Notre soutien au système international actuel devrait s'accompagner

“

ŒUVRONS
POUR CRÉER,
PERMETTRE ET
SOUTENIR LES
ESPACES DANS
LESQUELS DES
DIALOGUES, DES
NÉGOCIATIONS
ET DES
DÉCISIONS
PEUVENT AVOIR
LIEU

”



L'Association Nationale des ONG du Tadjikistan a organisé un dialogue pour la démocratie avec les écoliers, les parents les autorités et les représentants des organisations de la société civile et les représentants de la communauté

Source : Association Nationale des ONG du Tadjikistan

de l'aspiration à négocier le système futur que nous voulons. Nous avons besoin d'organisations internationales où les États-nations puissants ne peuvent influencer les décisions ; et nous avons besoin d'organisations internationales accessibles, répondant et redevables devant les peuples. Nous avons besoin d'institutions qui nous permettent d'évoluer d'habitant.es du monde en citoyen.nes du monde. En réinventant la démocratie mondiale, rien ne devrait être écarté de l'ordre du jour.

Imaginons donc que des modèles de démocratie directe fondés sur les nouvelles technologies puissent être déployés pour nous permettre de participer aux décisions prises par les organes des Nations Unies et par d'autres institutions internationales clés. Inspirons-nous du succès de l'enquête **My World** des Nations Unies, dans laquelle plus de 9,7 millions de personnes ont voté pour désigner leurs priorités concernant les Objectifs de Développement Durable (ODD). Insistons pour que cela devienne la norme plutôt que l'exception. Sur cette base, qu'est-ce qui empêche maintenant que

nous élisions directement le Secrétaire Général de l'ONU et d'autres hauts responsables ? Nous avons besoin de moyens pour veiller à ce que les hauts responsables reflètent et incarnent nos besoins et nos aspirations plutôt que les intérêts des États-nations dominants, et qu'ils nous présentent leur bilan et nous rendent compte de leurs actes.

Une autre aspiration essentielle pourrait être un **parlement mondial** pour exercer un contrôle approprié sur les institutions internationales, élu non pas par les États-nations, mais par le biais d'un suffrage mondial. Un autre modèle qui pourrait être adapté est celui d'une assemblée de citoyen.nes, dans laquelle un groupe de citoyen.nes représentant un échantillon représentatif de la planète est chargé de proposer de nouvelles solutions à des vieilles et délicates questions – une méthode qui offre une reconnaissance tacite des échecs des processus conventionnels. Si cela peut fonctionner au niveau national, comme on l'a vu récemment en **Irlande**, cela peut fonctionner au niveau mondial. Nous pouvons imaginer cela comme une forme de service citoyen mondial, une chose à célébrer. Un autre modèle direct qui pourrait être étendu au niveau mondial est la procédure dite **d'Initiative Citoyenne** de l'Union européenne (UE), selon laquelle les citoyen.nes peuvent proposer un changement qui, s'il suscite un soutien suffisant du public, doit être mis à l'ordre du jour du Parlement Européen et débattu.

Il existe donc des modèles plausibles et prêts pour faire l'objet d'une exploration plus poussée et/ou d'une reproduction à plus grande échelle.

C. UNE ÉCONOMIE DÉMOCRATISÉE QUI FONCTIONNE POUR TOUS

Cependant, la démocratisation des institutions politiques ne saurait suffire si le contrôle de nos économies reste entre les mains d'une élite infime, car cette élite jouira alors toujours d'un pouvoir politique démesuré. L'un des signes les plus évidents de l'échec de la doctrine économique actuelle est l'inégalité économique omniprésente et très visible que nous constatons dans bon nombre de nos sociétés, et qui reprend le modèle de et renforce d'autres inégalités. Nos sociétés sont plus diverses que jamais, mais cela ne devrait pas signifier qu'elles sont plus inégalitaires que jamais auparavant non

plus. Nous avons besoin de sociétés dans lesquelles tout le monde est assuré.e d'avoir une chance raisonnable d'être entendu.e dans la prise de décision et de recevoir sa part des avantages de la démocratie. Cela ne peut pas arriver lorsque des personnes sont exclues de la prise de décision parce qu'elles ne sont pas riches.

Le système actuel de néolibéralisme économique mondialisé n'est pas gravé dans le marbre ; c'est une évolution relativement récente, et rien ne dit qu'il peut ou devrait durer. Alors, imaginons une économie et donc une démocratie qui fonctionnent pour nous tous, pas seulement pour les très fortuné.es.

Pour lutter contre les inégalités au sein des pays et entre eux, imaginons un nouveau modèle de développement dans lequel le développement est défini par sa capacité à permettre des choix humains et à réaliser le potentiel humain plutôt que sa capacité à alimenter la croissance économique. Imaginons un monde dans lequel les personnes sont traitées principalement comme des citoyen.nes actif.ves et détenteur.trices de droits, plutôt que comme des **consommateur.rices** ou des producteur.trices de biens et services. Dans cette conception plus large du développement centré sur l'être humain, la démocratie n'est jamais l'ennemi du développement, mais plutôt son compagnon indispensable, car elle permet aux citoyen.nes de formuler leurs revendications et d'exercer leurs responsabilités, créant ainsi un cercle vertueux dans lequel un contrôle plus démocratique conduit à une économie en meilleure santé.

Nous avons besoin d'une nouvelle vision d'une économie post-croissance qui donne la priorité non pas à la poursuite sans fin d'une croissance qui profite à certains, mais bien à une meilleure répartition de ce que nous avons et que nous pouvons générer collectivement pour tou.tes, et qui permette la participation démocratique dans et une redevabilité des prises de décision économique. Cette vision peut inclure une fiscalité adéquate et effective, la redistribution des richesses, la prestation de services publics adéquats accessibles à tou.tes et sur lesquels nous exerçons tou.tes un contrôle démocratique, les droits du travail, et la gestion plus durable des ressources limitées de notre monde. Les Objectifs de Développement Durable (ODD) offrent un langage qui peut nous aider à donner forme à cette vision. Même si concernant leur mise en œuvre les ODD impliquent des compromis et privilégient le secteur privé, leur vision directrice présente un potentiel essentiel, puisqu'elle a puisé son **inspiration** d'un vaste plaidoyer et d'une consultation publique de la société civile.

Nous avons besoin d'un rééquilibrage fondamental des **relations** entre les États, la société civile et le secteur privé, ainsi que des moyens et des espaces permettant à la société civile de plaider en faveur d'une économie plus juste. Bien que les entreprises prédatrices représentent une menace majeure réelle pour la société civile, il n'est pas dit que toutes veulent des marchés libres sans entraves et d'une croissance continue à tout prix. Toutes n'ont pas d'impact négatif sur les droits humains. En tant que société civile, nous devons trouver nos alliés et travailler avec eux, peu importe qui ils sont, y compris les **sociétés** respectueuses du commerce équitable et des normes relatives aux droits humains, et celles sociales ayant un pied dans le camp de la société civile et l'autre

“
PAYS APRÈS
PAYS, LES GENS
NOUS ONT
DIT QU'ILS
N'ÉTAIENT
PAS SATISFAIT.
ES DE LA
DÉMOCRATIE
TELLE QU'ELLE
EST PRATIQUÉE
ACTUELLEMENT
”

dans celui du secteur privé – nous devons travailler avec quiconque, pourvu que des gains mutuels soient possibles.

Au niveau local, nous pourrions travailler avec des organisations hybrides pour modéliser de nouvelles économies plus démocratiques au niveau communautaire, notamment par le biais de formes de coopératives de propriété, de la participation des travailleur.ses aux prises de décision sur le lieu de travail, et de monnaies et de systèmes d'échange gérés localement. Dans le même temps, nous devrions penser grand, pour trouver de nouvelles façons de critiquer la doctrine économique qui prévaut et de créer une alliance pour un changement de politique. Cela signifie que nous devrions tisser des liens avec le monde universitaire, qui analyse également les échecs du néolibéralisme et rechercher des alternatives afin de pouvoir affiner nos arguments et faire pression en faveur de ce changement. Parmi les politiques globales pour lesquelles nous pourrions travailler ensemble, nous pourrions citer une réglementation accrue des marchés financiers, un régime fiscal mondial et la création d'un organe international chargé de débloquent des ressources pour fournir des services publics et lutter contre les inégalités, ainsi que de nouvelles normes pour la participation des travailleurs à la gestion de leurs organisations.

3. LES DÉFIS D'AUJOURD'HUI

La situation actuelle, telle que décrite majoritairement par nos intervenants, est très éloignée de la vision expansionniste de la démocratie exposée ci-dessus. Pays après pays, les gens nous ont dit qu'ils n'étaient pas satisfait.es de la démocratie telle qu'elle est pratiquée actuellement et qu'ils souhaitaient avoir leur mot à dire.

RECU L DÉMOCRATIQUE ET SOCIÉTÉ CIVILE

Les principaux indices de démocratie, provenant de **Freedom House**, de l'**Economist Intelligence Unit** (EIU) et de l'**Institut V-Dem**, suggèrent un déclin des pratiques démocratiques, pourtant assez limitées auxquelles nous pouvons être accoutumé.es. Selon Freedom House, les indicateurs relatifs aux droits politiques et aux libertés civiles ont enregistré une nette diminution en 2017 dans 71 pays, 12ème année consécutive de détérioration mondiale.

L'indice de démocratie de l'EIU montre des baisses dans les résultats de 89 pays en 2017 et des améliorations dans 27 pays seulement. Et bien que le rapport annuel sur la démocratie de V-Dem pour 2018 soit plus optimiste quant à la santé de la démocratie, il voit pour la première fois depuis 1979 autant de pays (24) ayant reculé en matière de démocratie qu'ayant fait des avancées. Il indique également que 2,5 milliards de personnes sont sujettes à un déclin en termes d'éléments clés de la démocratie, un processus qu'il qualifie d'« autocratisation ».

Avec ce recul démocratique, nous, dans la société civile, sommes remis.es en cause. Nos principales libertés en tant que société civile, à savoir les libertés d'association, de réunion pacifique et d'expression, sont clairement essentielles à toute démocratie, car elles permettent aux personnes de se réunir, de débattre, de s'organiser pour une action collective, de scruter les actions des puissants et d'exprimer des désaccords. Un critère essentiel de la santé de toute démocratie devrait donc être la possibilité pour les activistes de la société civile et les défenseur.es des droits humains de mener leurs activités légitimes. Or sur ce point également, la situation n'est pas bonne : le **CIVICUS Monitor**, qui fait le suivi du respect des droits fondamentaux de la société civile dans tous les pays, montre que ces droits sont maintenant sérieusement restreints dans 109 pays et que seulement 4% de la population mondiale vit dans des pays où ces droits sont largement respectés. Cela signifie que la plupart d'entre nous vivons dans des conditions qui nous privent du droit de nous organiser autour d'un objectif commun et de prendre part à une opposition démocratique.

Les restrictions répertoriées par le CIVICUS Monitor existent dans toutes les régions du monde, dans des pays de toutes tailles et de tous niveaux de revenus, menées par des partis et des dirigeants de toutes allégeances politiques. Pays après pays, les intervenants dans ce rapport offrent des exemples récents d'atteintes aux droits de la société civile.

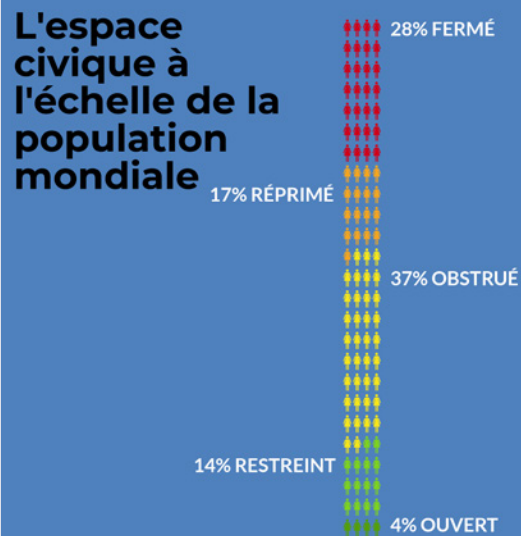
PRESSIONS D'EN HAUT ET D'EN BAS

Comme beaucoup de nos intervenants le voient, le recul démocratique découle à la fois de pressions du haut vers le bas et du bas vers le haut, c'est-à-dire que les pressions d'en haut proviennent des élites politiques et celles du monde

109 pays ont un espace civique **fermé**, réprimé ou obstrué



Classement actuel de l'espace civique du CIVICUS Monitor



économique comme moyens pour leur permettre d'accéder au pouvoir et de s'y maintenir, et celles d'en bas viennent des citoyen.nes qui sont mécontent.es de leur vie et veulent voir un changement. Alors que les intérêts de ces deux groupes s'opposent naturellement, les exemples montrent que des membres de l'élite politique et économique alimentent et manipulent la colère de la population pour servir leurs intérêts. Comme on le voit dans plusieurs pays européens et aux États-Unis, les membres de l'élite se font passer pour des rebelles anti-élites pour construire des plateformes populistes de droite, qui détournent la colère dirigée contre leurs intérêts en proposant des boucs émissaires et des solutions simples en apparence à des problèmes complexes.

Au niveau des élites, les principaux facteurs, identifiés par nos intervenants, remettant en cause la démocratie à l'heure actuelle incluent : le soutien à la corruption et aux intérêts économiques de l'élite, l'infiltration des entreprises dans la gouvernance politique, la priorisation des approches sécuritaires, de stabilité et de lutte contre le terrorisme, des notions de développement national étroites (du haut vers le bas), un modèle de plus en plus répandu de **pouvoir hautement personnalisé** dirigé par des bras forts, qui est préféré à des styles de leadership plus démocratiques, ainsi que le partage du soutien au et des tactiques de répression entre différents États ayant reculé dans leurs pratiques démocratiques.

Au niveau des citoyens, les principaux facteurs incluent l'inégalité et l'insécurité économiques, les impacts de la mondialisation rapide et des réductions des dépenses de l'État après la crise économique de 2008, la peur et l'insécurité, notamment en réponse à la criminalité, au terrorisme et aux migrations, et enfin, la **colère** face aux échecs des politiques et des gouvernements conventionnels pour résoudre des problèmes complexes. Dans de nombreuses sociétés, il existe un manque de confiance croissant vis-à-vis de toutes les institutions, y compris le gouvernement et les institutions politiques, et vis-à-vis de la manière dont la démocratie est exercée. Comme l'indique le **baromètre Edelman Trust**, ce déficit de confiance s'étend également, même si c'est souvent dans une moindre mesure, à ces institutions et organisations qui obligent les gouvernements et les responsables politiques à rendre des comptes, y compris la société civile et les médias.

“

UNE
PRÉOCCUPATION
URGENTE EST
QUE LE REcul
DÉMOCRATIQUE
SE PRODUIT
MAINTENANT
DANS DES
DÉMOCRATIES
REPRÉSENTATIVES
ÉTABLIES DE
LONGUE DATE

”

DÉCLIN AU SEIN DES VIEILLES DÉMOCRATIES

Derrière les gros titres de ce problème mondial, il est clair qu'il y a, dans plusieurs cas, différentes questions et dynamiques en jeu. Une préoccupation urgente est que le recul démocratique se produit maintenant dans des démocraties représentatives établies de longue date, où les questions essentielles relatives aux libertés démocratiques et aux droits humains étaient considérées comme réglées depuis longtemps. Cela signifie que les menaces aux libertés démocratiques émanent de dirigeants et de gouvernements élus démocratiquement, dans lesquels les partis ont conquis le pouvoir grâce à des élections largement libres et équitables et qui pourtant se sont mis à violer les droits et effectuer ainsi un recul de ces libertés. En tant que société civile progressiste de défense des droits humains, l'existence d'un soutien public important à l'égard des dirigeants autoritaires remet en cause notre vision du monde. De plus, le fait que des atteintes aux libertés démocratiques soient commises dans des démocraties représentatives établies de longue date laisse penser que les mécanismes constitutionnels censés faire respecter les libertés échouent. Les attributs de démocratie et ses mécanismes ne suffisent pas.

Dans les contextes où cette politique régressive est en marche, la définition même de ce qui est considéré comme étant politique a changé. Défendre les droits fondamentaux là où il existait un consensus sur le respect des droits peut désormais être considéré comme un acte partisan. Exprimer son désaccord sur un gouvernement ou ses politiques peut signifier risquer d'être accusé.e de soutenir l'opposition politique ou même d'être poursuivi.e pour trahison. Recevoir un financement d'un donateur international peut être considéré comme ayant un caractère politique et potentiellement donner lieu à des accusations selon lesquelles la société civile est dirigée par une puissance étrangère. La situation a changé. Même lorsque nous n'avons rien fait pour politiser les débats, la société civile travaille souvent maintenant dans un environnement qui est devenu extrêmement polarisé sur le plan politique – et selon des conditions que d'autres définissent à notre désavantage. Le défi que cela crée pour la société civile est de savoir comment être politique sans être partisane.

Il se peut que les récents développements aient mis au jour des failles qui ont toujours existées. Les systèmes et institutions de la démocratie représentative introduits lorsque les peuples se sont affranchis du pouvoir colonial, ou lorsque l'ordre géopolitique a changé après la guerre froide ou encore lorsque les tyrans ont cédé devant des manifestations n'ont peut-être pas été adoptés suffisamment en profondeur. Si les dirigeants répressifs actuels peuvent mener ce rejet des principes démocratiques (car considérés comme imposition étrangère ou reflétant des valeurs étrangères), cela signifie qu'on n'a pas accordé suffisamment d'attention, après les luttes de démocratisation, à la consolidation et au maintien des institutions, y compris de la société civile, qui permettent à la démocratie de s'enraciner **plus en profondeur**.

ATTAQUES CONTRE LES MÉDIAS ET LES PARLEMENTAIRES

La société civile n'est pas la seule à faire l'objet d'attaques. Les médias indépendants aux côtés de la société civile sont attaqués en raison de leur rôle, soit poser des questions difficiles à ceux qui détiennent le pouvoir politique et économique et à dénoncer la corruption et la mauvaise gouvernance. Reporters Sans Frontières constate qu'en 2017, 65 journalistes ont été **tués** dans le monde en raison de leur travail. En plus des meurtres, les journalistes sont soumis.es à des **pressions** de toutes sortes, notamment des menaces, de l'intimidation et des agressions physiques à leur rencontre et à l'encontre de leur famille. Le CIVICUS Monitor révèle que les journalistes sont le plus souvent attaqués pour leurs reportages sur des questions politiques, des manifestations, la corruption, des divisions politiques, ethniques ou religieuses, des crimes, des conflits, et des activités en faveur des droits humains – autant de faits qui peuvent menacer le pouvoir des élites. Parallèlement à ces attaques, la partialité des médias d'Etat suscite des grandes inquiétudes, tandis que la tactique diffamatoire par fausse information ou « fake news », qui s'est fait connaître aux **États-Unis** s'est rapidement répandue à travers le monde, par exemple au **Kenya**. De nouvelles lois sont en train d'être adoptées pour limiter la libre expression sur le Net, notamment en **Égypte** et en **Zambie**, et l'une des conséquences peut être une autocensure plus importante, comme il l'est rapporté en **Iran** et au **Mexique**.

De plus, dans de nombreux cas où la société civile est mise en danger, les parlementaires le sont également. En 2017, l'**Union interparlementaire** a enregistré un nombre record de cas de violation des droits humains des parlementaires, plus de 550 d'entre eux ont été victimes de violations de leurs droits. De façon significative, les trois quarts de ces victimes sont des parlementaires de l'opposition. Les parlementaires qui ne soutiennent pas les partis au pouvoir peuvent découvrir que les occasions d'exercer leur important rôle (exposer les défaillances et débattre des lois proposées, proposer des amendements, contrôler les décisions et, surtout, les dépenses gouvernementales) sont limitées par le pouvoir grandissant de l'exécutif et

de l'érosion des contrôles constitutionnels et des équilibres censés assurer la séparation des pouvoirs. Les dirigeants autoritaires cherchent souvent à assujettir les parlements, de sorte que les parlementaires puissent être attaqués lorsqu'ils tentent d'empêcher et demandent des comptes au pouvoir en place sur l'adoption de mesures visant à renforcer leur pouvoir, telles que le trucage des élections et les révisions constitutionnelles.

Le fait qu'on s'en prenne à la société civile, aux médias et aux parlementaires, et ce pour des raisons similaires, suggère la nécessité d'une réponse commune impliquant de nouvelles alliances et stratégies, qui affrontent les insuffisances actuelles tout en renforçant la légitimité de ces trois sphères.

4. PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

1. ÉLECTIONS ENTACHÉES D'IRRÉGULARITÉS ET INSTITUTIONS DE GOUVERNANCE DÉFICIENTES

Les élections sont une préoccupation majeure pour de nombreux intervenants à notre projet. Les élections devraient être des festivals de la démocratie, soit des moments où la participation, le débat, le plaidoyer et la contestation sont à leur apogée. Mais trop souvent, elles ne le sont pas. Trop souvent, les élections sont utilisées pour nier la démocratie plutôt que pour la célébrer. Ce sont des processions plutôt que des carnivals.

Lorsque les conditions élémentaires d'un débat public et d'une concurrence sérieuse ne sont pas réunies, les élections deviennent une mascarade. Avant les élections égyptiennes de 2018, une personne **interrogée** a suggéré que le niveau de répression était tel que les élections ne fonctionneraient que comme mécanisme d'approbation du président sortant ; il a malheureusement eu raison lorsque le président sortant a obtenu 97% des voix, avec en plus un faible taux de participation. L'Égypte n'est que l'un des nombreux cas où les élections sont des rituels vides et formalisés. Parce que la performance de la démocratie représentative aide dans l'établissement de la légitimité



La communauté congolaise de Toronto, au Canada, proteste parce que le Président Joseph Kabila a été nommé vainqueur en 2011. Les reports répétés suscitent à nouveau des inquiétudes lors des élections de décembre 2018

Source : Catch Photography

internationale, même les dirigeants autoritaires organisent des élections soigneusement orchestrées. Les élections cérémonielles font partie d'une stratégie visant à assurer la répression continue de la démocratie, plutôt que de la permettre. Les débats, les plaidoyers et la dissidence représentent une menace pour les intérêts au pouvoir (pour la défense desquels les élections sont convoquées) et sont donc réprimés. Il est important pour ces dirigeants répressifs que le caractère cérémoniel des élections ne soit pas ouvertement débattu et qu'un verdict véritablement démocratique qui leur coûterait le pouvoir ne soit possible.

Il n'est donc pas surprenant que la répression de la société civile s'aggrave souvent autour des élections, comme on l'a vu récemment au **Cambodge** et aux **Maldives**, entre autres. Les règles sont souvent modifiées autour des élections pour convenir aux puissants, comme en témoignent le report répété des élections en **République Démocratique du Congo** (RDC) et les révisions constitutionnelles pour permettre aux titulaires du pouvoir de rester en place alors que les règles leur imposent de se retirer comme en

Bolivie, au **Burundi** et en **Ouganda**. Souvent, ces actes de manipulation constitutionnelle sont légitimés par des plébiscites organisés d'en haut. On le voit donc, les référendums peuvent servir à des fins démocratiques ou non, en fonction de qui les met en place, de leur objectif, du contexte, et dans la mesure où ils sont libres et justes.

Lors de la tenue d'élections, on sent souvent directement qu'il manque cruellement un organe assurant une observation électorale impartiale et rigoureuse. Les organes de gestion des élections peuvent se voir infiltrés par des membres du parti au pouvoir, avec des observateurs électoraux triés sur le volet pour légitimer plutôt que pour contrôler. Les intérêts géopolitiques et la nécessité de maintenir des équilibres délicats au sein des organisations internationales peuvent amener d'autres États à négliger les problèmes électoraux qui ont lieu ailleurs. Les tentatives de la société civile pour faire le suivi des élections comportent souvent de grands risques. Les médias d'Etat manipulables et manipulés – une préoccupation au **Malawi** et en **Ouzbékistan** entre autres – peuvent également donner un avantage considérable aux candidats en exercice.

Récemment, le potentiel qu'ont les nouvelles technologies d'avoir une influence néfaste sur les élections est devenu plus clair. Les réseaux sociaux peuvent être utilisés pour façonner et manipuler les choix de vote des gens, y compris par des forces fantômes soutenues par des États répressifs – comme récemment allégué au **Royaume-Uni** et aux **États-Unis**, où une ingérence extérieure a peut-être été décisive. Plus directement, lorsque le vote repose sur la technologie, on craint inévitablement qu'elle fasse l'objet de manipulations, comme cela semble avoir été le cas en 2017 au **Honduras** : Lorsque les premiers résultats ont montré une possible défaite pour le titulaire du pouvoir, le système de comptage de vote a planté ; quand il a été restauré, le titulaire avait gagné. La **RDC** est actuellement très préoccupée par les nouvelles machines à voter introduites pour les élections qui ont pris beaucoup de retard.

Une autre préoccupation pressante concerne le rôle des donations politiques, quant à leur influence sur les élections, en particulier les dons opaques d'entreprises et de riches élites. Les règles relatives au financement

des campagnes électorales peuvent être facilement contournées. Dans les systèmes politiques où les candidats gagnants reçoivent un soutien financier important, il reste à déterminer pour quels intérêts le gagnant va diriger, et si le fonctionnement du système politique est tel que les idées extrémistes sont toujours exclues de leur programme. Dans les communautés les plus pauvres, l'achat des voix peut être monnaie courante.

S'il est nécessaire de renforcer la démocratie au niveau local, notamment en tant que contrepoids essentiel au pouvoir central, il est également vrai que certains des pires exemples de corruption et de pouvoir personnel se rencontrent au niveau local, où les politiciens et les responsables peuvent jouir de leurs prés carrés personnels avec très peu de surveillance. Bien que de nombreuses formes de règles traditionnelles permettent la participation, elles peuvent aussi l'inhiber et exclure ceux qui ont moins de pouvoir, tels que les femmes et les jeunes. Il peut également être **plus difficile** de faire le suivi des élections au niveau local. Ces défis peuvent exister même dans les pays dotés de démocratie relativement saine et inclusive au niveau national.

Lorsque les gens considèrent que les mécanismes de participation officiellement approuvés, y compris les élections et les structures de consultation organisées par l'Etat (à la façon de ce qui se passe à **Cuba** par exemple) ont peu de valeur, et que les institutions gouvernementales censées contrôler le pouvoir exécutif y sont clairement soumises, les gens perdent confiance dans ces institutions et se retirent de la vie politique - s'ensuit un déclin du civisme actif. Même dans les contextes où les élections sont plus libres et plus équitables, on se plaint souvent, comme au **Népal**), que les hommes politiques écoutent les préoccupations des citoyens lors des élections mais les oublient ensuite. Le danger est que l'insatisfaction quant aux formes limitées de démocratie proposées entraîne un désenchantement de la démocratie dans son ensemble. Cela ne peut que créer des problèmes dans l'avenir.

2. DES ÉCONOMIES ASYMÉTRIQUES

De nombreux membres de la société civile sont convaincus que les inégalités criantes de revenus et de richesses ne sont pas un sous-produit accidentel

du néolibéralisme mondialisé, qui est bien le dogme économique de l'après-guerre froide. Elles s'inscriraient plutôt dans la logique même de ce modèle économique qui encourage la recherche d'une croissance perpétuelle et d'un profit en croissance constante, créant ainsi une flopée de pratiques ayant de profonds impacts sociaux, politiques et environnementaux : de la consolidation en méga-sociétés transnationales éliminant la concurrence aux évasions et fraudes fiscales au niveau mondial, des schémas d'ingénierie financière étonnamment complexes au nivellement par le bas en terme du droit du travail, de l'augmentation de la concentration de la richesse de l'élite à l'entremêlement des élites économiques et politiques. Les chefs d'entreprise sont jugés et récompensés pas tant pour leur capacité à produire ce qui nous aide à vivre la vie que nous souhaitons, qu'à leur capacité à faire toujours plus de profits.

Un problème à résoudre ici est que le déploiement du néolibéralisme après la guerre froide était associé à une démocratie représentative en plein essor. Allant de pair avec le retrait de la régulation des marchés et du transfert des responsabilités clés du secteur public au secteur privé, l'organisation des élections périodiques et concurrentielles faisaient partie de l'exigence politique néolibérale, qui confiait également un rôle à la société civile, consistant à fournir des services et à assumer des responsabilités en matière de reddition des comptes et de plaidoyer.

Mais quel que soit le potentiel démocratique que ce package ait pu offrir et dévoiler, la situation actuelle laisse à penser que la démocratie n'est pas profondément enracinée. Alors que les grandes entreprises recherchent toujours plus de bénéfices, elles considèrent peut-être que trop de démocratie est un obstacle. Les décisions prises par les grandes sociétés ont un impact quotidien sur nos vies, mais il semble que nous ne puissions rien faire pour les tenir démocratiquement **responsables** et redevables. Les **sociétés transnationales** peuvent échapper à toute tentative de poursuite devant les juridictions nationales. Bon nombre de nos services publics sont sous contrôle privé et appartiennent à des entreprises dont le siège est situé dans un autre État et qui n'ont pas à rendre compte de leurs actes. L'influence des grandes entreprises sur les gouvernements nationaux résiste à toute



tentative de reddition des comptes et, elles peuvent même user de leur influence pour élaborer des lois en leur faveur et empêcher tout contrôle de leurs agissements, comme c'est le cas par exemple aux **États-Unis**.

Les grandes sociétés transnationales ont également infiltré les structures multilatérales de gouvernance, les rendant encore moins démocratiques. Une série récente d'**accords commerciaux** donne aux entreprises le pouvoir de poursuivre les États en justice. Les agences des Nations Unies s'orientent de plus en plus vers des partenariats offrant un **accès privilégié** au secteur privé, ce qui peut limiter le potentiel de contrôle démocratique de la prise de décision, car les partenariats peuvent manquer de normes de transparence ou d'opportunités structurées pour interagir avec les décideurs.

Le **fossé** qui sépare les politiques dont la planète a besoin et les politiques adoptées par les gouvernements s'élargit. Par exemple, les gouvernements cessent de s'attaquer au problème de l'inégalité économique et agissent même de manière à l'aggraver. Cela laisse entendre que ceux qui bénéficient des privilèges sont en position d'exercer leur influence pour protéger leurs richesses. L'inégalité économique alimente l'inégalité politique, parce

que les points de vue des très riches l'emportent largement sur ceux de tous les autres. Cela pose des questions inquiétantes pour la démocratie représentative : si nos choix de vote ne peuvent pas influencer la répartition du pouvoir, et si, quel que soit notre mode de vote, les super-riches continuent de s'enrichir, pourquoi devrions-nous participer ? Nos attentes devraient être que la démocratie nous protège du pouvoir des très riches, plutôt que de nous mettre à leur merci. Si nos attentes ne sont pas satisfaites, il est temps de se demander si le néolibéralisme n'est pas devenu l'ennemi de la démocratie.

Il arrive un moment où on ne peut plus en demander davantage aux populations et, pour beaucoup d'entre nous, il semble que ce point ait été atteint. Dans de nombreux pays, les vagues de crise économique, y compris celle qui s'est déroulée à partir de 2008, ont été des moments charnières dans la désillusion. À la suite de la dernière crise, les gouvernements ont cessé de prêter des services publics tout en secourant financièrement des entreprises en difficulté, et les dirigeants de ces sociétés ont largement échappé aux conséquences de leurs actes alors que de nombreuses personnes se sont retrouvées **plongées** dans la pauvreté et l'insécurité. Il est à noter à quel point la colère suscitée par la corruption à grande échelle résultant des accointances de l'élite politique avec le monde des affaires poussent les gens à rechercher dans la rue un changement que les urnes ne peuvent pas offrir. On l'a vu récemment en **Corée du Sud**, ainsi que lors des manifestations qui ont accueilli un scandale géant de corruption dans plusieurs pays d'Amérique latine, ou celui du groupe **Odebrecht** ou celles suscitées par la colère provoquée par les versements d'argent aux politiciens du parti au pouvoir au **Malawi** ou bien encore celles contre le renforcement du pouvoir économique de la famille dirigeante au **Nicaragua**. Cette même colère est derrière la demande d'un contrôle accru des entreprises et derrière le fait que la population revienne sur la question des **accords commerciaux** internationaux. Mais le problème ici est que la colère des gens face au statu quo mène également à un soutien en faveur du nativisme, du nationalisme et de la xénophobie.

3. APPROCHES ÉTROITES DE DÉVELOPPEMENT

Trop souvent, les projets de développement ont perdu de vue l'importance du processus à suivre. Les différentes approches de développement sont

devenues des méthodes centrées sur l'État, du haut vers le bas, souvent conçues de manière à créer les conditions de la croissance économique pour des **entreprises**, y compris de sociétés privées et publiques étrangères. Les priorités de développement sont trop souvent façonnées par des objectifs étroits avec des moyens de réalisation technocrates, et des méthodes trop souvent axées sur le développement d'infrastructures à grande échelle. La croissance des entreprises privées et publiques ainsi que celle des mégaprojets peuvent générer des gains pour ceux qui sont le plus étroitement impliqués dans ces activités et faire progresser la croissance économique, mais en général, cela ne fait pas grand-chose pour les plus exclus de la société ; pire, cela peut être véritablement nuisible à l'égard des communautés, du fait de la corruption associée ou de l'impact sur les droits des groupes affectés par les grands projets.

Il semble que souvent, les priorités nationales en matière de développement soient jugées trop importantes pour pouvoir être confiées à la population. Elles doivent être définies et gérées par les présidents et leurs cercles les plus proches. La démocratie peut, aussi, être caractérisée comme un détour à l'objectif global de développement, une chose à explorer seulement une fois que des progrès suffisants en matière de développement national aient été accomplis, et donc une chose qui peut être différée indéfiniment. Si le développement est défini comme quelque chose qui peut être dirigée d'en haut et isolée des exigences de la base, un contrôle démocratique est peu probable. Les voies permettant d'exercer la reddition des comptes et d'exprimer son désaccord peuvent être fermées au motif qu'elles mettent en danger le progrès du développement. Ceci pourrait être décrit comme étant l'approche choisie en Chine, au Rwanda et au Viet Nam, entre autres. Les dirigeants politiques peuvent défendre l'idée que les personnes qui luttent pour obtenir leur pain quotidien ont peu de temps pour la démocratie. Les arguments de la société civile selon lesquels la démocratie permet aux communautés de mieux déterminer les priorités pour répondre à leurs besoins quotidiens restent lettre morte.

Comme on l'a vu à maintes reprises, la concentration du pouvoir sans reddition des comptes mène à une corruption assurée. Et les seuls bénéficiaires de cette corruption sont les élites politiques et économiques. La corruption est souvent derrière ces décisions de développement qui paraissent irrationnelles. Une personne interrogée en **République Dominicaine** par exemple décrit la décision de construire des centrales thermiques au charbon trop chères et alors que le pays n'a pas de charbon et est censé prendre des mesures contre le changement climatique. ; cette décision était, en fait, liée à des dons aux fonds de campagne du parti au pouvoir. Le gaspillage dû à la corruption constitue un **contraste** frappant et visible avec les nombreux besoins non satisfaits de la population. La corruption sape la démocratie, créant une méfiance toxique à mesure que les procédures et les institutions s'effondrent.

“

LA
CONCENTRATION
DU POUVOIR
SANS REDDITION
DES COMPTES
MÈNE À UNE
CORRUPTION
ASSURÉE

”

4. LA RHÉTORIQUE DE LA STABILITÉ ET DE LA SÉCURITÉ

Les libertés démocratiques sont souvent supprimées pour des raisons de prévention du terrorisme et de préservation de la sécurité et de la stabilité nationales. Les positions contestataires sont souvent confondues avec le terrorisme, entraînant la suppression des partis d'opposition et de la société civile, même dans des situations sans passé terroriste. Les États puissants, y compris ceux bailleurs de fonds, peuvent fermer les yeux sur un manque de libertés démocratiques au nom de la garantie de la stabilité.

La démocratie continue d'être réprimée pour des raisons de sécurité, même si les études de la **Communauté de Démocraties** montrent un lien concret entre démocratie, paix et sécurité. Des intervenants à notre projet venant d'**Égypte** et d'**Éthiopie** décrivent comment, dans des circonstances

où la démocratie est supprimée au nom de la stabilité et de la sécurité, les revendications s'accumulent et mijotent. Sans la soupape de sécurité offerte par la démocratie, des conflits finissent par éclater, souvent exprimés sous forme de violence accompagnée de revendications identitaires. Les gens à qui on a dénié une voix et le vote se révoltent finalement. En outre, l'effort de l'État pour réprimer les voix contestataires exige une répression continuelle et épuisante qui dépouille une nation de son imagination et de son potentiel d'innovation.

Un problème à résoudre pour la société civile est que les citoyens qui craignent le terrorisme et d'autres formes de criminalité et de violence peuvent s'identifier dans cette rhétorique sécuritaire et de stabilité. Un de nos interviewés de **France** indique que même dans des cas de figure des démocraties considérées comme depuis longtemps bien établies, les dirigeants persuadent les citoyens qu'il est acceptable de limiter leurs droits en échange d'une promesse d'une plus grande sécurité. Plus problématique encore, étant donné que les craintes des citoyens à l'égard du terrorisme et de la violence sont souvent liées aux craintes vis-à-vis des minorités visibles, de nombreux citoyens s'accommodent à la notion selon laquelle les droits des autres personnes – les droits des groupes exclus – peuvent être troqués en échange de leur propre sécurité.

Dans bien des cas, on dit aux gens que les libertés démocratiques les freinent, que les droits profitent aux minorités et permettent le terrorisme, ou que seules certaines catégories de personnes (celles dont les vues correspondent à celles des puissants) devraient se voir accorder des droits. Les traités relatifs aux droits humains établis de longue date sont remis en question et en cause. Les droits humains et les libertés démocratiques ne sont donc pas considérés comme universels et inaliénables, mais comme des **cadeaux** de l'État à ceux qui sont jugés comme les méritant.

Dans la société civile, nous sommes souvent **diabolisés**, et on nous accuse de soutenir l'extrémisme et le terrorisme dès lors que nous défendons les droits humains, en particulier ceux des groupes exclus. Comme en France, où l'état d'urgence a été utilisé pour assigner à résidence des potentiels manifestants lors du **sommet de la COP 21 sur le changement climatique**



Migrants, réfugiés et sympathisants descendent dans les rues de Hambourg, en Allemagne, avant le Sommet du G20 de 2017

Source : Rasande Tyskar

organisé à Paris en 2015, et où des pouvoirs de police étendus censés lutter contre le terrorisme servent désormais à réprimer la société civile. En France, où ces mesures d'urgence ont été inscrites dans la constitution, des pouvoirs censés être temporaires sont devenus permanents. Par voie de conséquence, les libertés démocratiques en souffrent.

5. EXCLUSION

Maintes et maintes fois lors de ce projet, nos intervenants ont exprimé leurs préoccupations quant aux groupes et personnes dont les voix ne sont pas entendues. Même lorsque les élections sont libres et équitables, les systèmes politiques peuvent conduire à l'exclusion de groupes en encourageant une politique du « vainqueur rafle tout » plutôt que la recherche de consensus. Les approches majoritaires de la démocratie permettent à de grands blocs de population de dominer, refusant toute représentation aux diverses nuances des opinions minoritaires. Les référendums, vecteurs de démocratie directe, se révèlent souvent comme des mécanismes trop basiques dans la pratique, encourageant des débats binaires qui ne reflètent pas les subtilités des différents courants d'opinion. Dans des contextes **polarisés**, les campagnes référendaires peuvent aggraver encore les divisions, et, en parallèle d'avancées, ils peuvent aussi résulter à des revers, à l'instar de **l'Irlande**, pour les voix de la société civile progressiste, y compris aux **Pays-Bas** et au Royaume-Uni.

Les systèmes électoraux peuvent faire que des groupes particuliers sont sous-représentés dans les instances démocratiques. Une importante communauté Dalit du **Népal**, uniformément répartie dans le pays plutôt que géographiquement concentrée, n'a pas voix au chapitre dans les institutions politiques du fait du système de comptage des votes. Parfois, comme le suggère le dialogue sur la démocratie en **Équateur**, il arrive que la sous-représentation découle de la volonté de garder certains groupes à l'abri de toute possibilité d'influence.

Les voix des minorités peuvent être exclues de manière plus claire encore. Les décisions concernant les vies **des migrant.es et des réfugié.es** sont souvent prises via des mécanismes politiques auxquels il.elles n'ont pas accès, car il.elles se voient refuser le droit de vote. La négation de la citoyenneté du



Près de 700 000 Rohingyas ont fui la destruction de leurs maisons et les persécutions dans la province de Rakhine au nord du Myanmar (Birmanie) pour le voisin Bangladesh depuis août 2017

Source : Seayed Mahmud Hosseini

peuple **Rohingya** du Myanmar est un exemple insidieux de la façon dont on peut empêcher des populations pourtant établies de longue date d'avoir une voix politique, avec des résultats **dévastateurs**.

Plus subtilement, les appels à des notions telles que « l'identité nationale » et/ou des « valeurs nationales » peuvent étouffer une diversité de voix et d'identités dans un pays. De tels appels sont de plus en plus proférés par les populistes de droite. Lorsque le recul démocratique s'installe et que les droits sont remis en cause, ce sont les personnes exclues, telles que les femmes, les minorités ethniques, les peuples autochtones et les personnes LGBTQI qui en pâtissent de manière disproportionnée. Ce ne sont pas des dommages collatéraux : les femmes et les personnes LGBTQI, par exemple, sont spécifiquement ciblées dans bien des cas, tels en **Lettonie**, **Tanzanie** ou bien même dans les **forums** régionaux dans le cadre d'une guerre culturelle centrée sur **les droits en matière de reproduction et de sexualité** qui vise à inverser les avancées récentes. Les politiciens s'attaquent de plus en plus aux groupes exclus, proposent des constructions d'identité fondées sur les blocs

“

BIEN QUE
42% DE LA
POPULATION
MONDIALE
AIT MOINS
DE 25 ANS,
LES VOIES DE
PARTICIPATION
POLITIQUE
OFFICIELLES
LEUR SONT
GÉNÉRALEMENT
FERMÉES

”

dominants et encouragent leurs partisans à se définir par l'attaque d'autres. Les dirigeants populistes de droite **se positionnent** comme venant du « peuple », mais définissent ce qui constitue ce « peuple » en des termes étroits et exclusifs. En conséquence, dans certains cas de figure, les préjugés et les discours de haine ont proliféré incroyablement rapidement, et ce qui était autrefois considéré comme inexprimable est maintenant banalisé dans le langage courant. En **Inde** par exemple, la propagation généralisée des discours de haine contre les minorités religieuses a conduit à une impunité apparente pour des crimes horribles de violence.

Dans certains cas, notamment au **Danemark**, en **Italie** et en **Suède**, aussi bien la gauche que la droite politiques attisent maintenant la division contre les minorités visibles, ces diasporas établies de longue date et des migrants récents, alors que les groupes de population dominants cherchent à obtenir un accès privilégié aux ressources de l'État, et que les partis soi-disant progressistes virent vers la droite en réponse à un soutien accru au populisme de droite.

Ces courants de haine dévoilent les lignes de faille dans les modèles obsolètes de l'État-nation, bâtis sur une identité largement homogène. Les systèmes politiques reflètent peut-être toujours la théorie selon laquelle les hommes sont les pourvoyeurs du revenu familial et les chefs de ménage, tandis que les femmes sont cantonnées au rôle de femmes au foyer et mères. Le fait d'accorder le droit de vote au chef de ménage plutôt qu'à tout.e citoyen.ne pour les élections locales au **Myanmar** en est un exemple. L'ancienne législation pénalisant les orientations sexuelles et les identités de genre non hétéronormatives, comme en **Jamaïque**, est utilisée pour restreindre l'action démocratique des groupes et activistes défendant la diversité sexuelle. Les systèmes démocratiques apparemment ouverts sont parfois compromis par de subtiles hiérarchies et barrières se rapportant au genre, à la race, à la classe ou à la caste, tel que constaté au **Népal**. Même si sur le papier, tou.tes peuvent être également libres de se présenter aux élections, les politicien.es élu.es représentent majoritairement les groupes socialement dominants.

L'exclusion des femmes et des filles du système démocratique était une préoccupation majeure de nombreux dialogues sur la démocratie de notre projet, notamment au **Nigeria**, au **Tadjikistan** et à **Trinité-et-Tobago**. Comme l'a souligné un de nos intervenant.es, les constructions de l'identité nationale ont tendance à s'articuler autour des hommes, et l'exclusion qui existe à la maison et dans la famille est reproduite en politique. Il **ne suffit manifestement pas** que les femmes aient les mêmes droits formels de voter ou de participer que les hommes. Et dans le même temps, les modèles de participation construits autour de cette dichotomie hommes/femmes n'offrent aucun espace pour la **fluidité des genres** : dans la plupart des systèmes, un.e candidat.e qui refuse de s'enregistrer sous son sexe biologique ne serait pas éligible.

Les jeunes sont également exclu.es. Et bien que **42%** de la population mondiale ait moins de 25 ans, les voies de participation politique officielles leur sont généralement fermées. Les limites d'âge minimum d'élection

peuvent les empêcher de voter ou de se porter candidat.es. Il.elles peuvent même être relégué.es au rôle de « porteurs de sacs » ou pire, recruté.es comme voyous politiques à louer, comme le décrit un intervenant du **Malawi**. Les manifestations menées par les étudiant.es sont souvent réprimées et les étudiant.es-militant.es ciblé.es font l'objet de mesures d'expulsions de leur université, comme le note un intervenant de **Zambie**. Dans certains pays de l'hémisphère nord ayant pris des virages populistes de droite, la division la plus nette des opinions politiques se situe désormais entre les jeunes et les personnes âgées, les jeunes exprimant dans l'ensemble des opinions beaucoup plus progressistes que les politiques élu.es.

Un défi pour la société civile dans le cadre de ces « guerres » culturelles en cours est que même des principes avec lesquels beaucoup d'entre nous peuvent être instinctivement d'accord, tels que l'égalitarisme et la laïcité, qui sont l'objet d'un attachement passionnel en **France** par exemple, peuvent être utilisés comme des armes pour exclure et nier les voix minoritaires. En même temps, une focalisation étroite sur les politiques identitaires peut nous amener aussi à sous-estimer les puissantes forces économiques qui excluent les individus de la participation. Une focalisation unique sur la défense des droits civils et politiques pourrait nous faire oublier les mécanismes de pouvoir économiques, sociaux, culturels et familiaux, qui empêchent les femmes et les autres d'accéder aux droits qui existent sur le papier.

Les appels que la société civile a peut-être déjà lancés en faveur des droits humains n'auront peut-être que **peu d'effets**, étant donné que la notion même de ces droits est devenue contestée. Une vérité déplaisante pour la société civile est que, lorsque les États refusent de parler aux groupes exclus-y compris pour des motifs douteux tels que la prévention du terrorisme et la sécurité, ils le font avec un certain soutien des citoyen.nes appartenant aux groupes sociaux dominants.

6. DÉFICITS DÉMOCRATIQUES MONDIAUX

Le déclin démocratique au niveau national se reproduit au niveau international. Les pratiques démocratiques insuffisantes des institutions internationales

et des États-nations utilisant les processus multilatéraux comme arènes pour faire valoir leurs intérêts étroits ont toujours posé problème. Mais les États qui ont récemment pris des tournures régressives chez eux savent dorénavant activement les institutions multilatérales, notamment en remettant ouvertement en cause leurs rôles, en refusant de respecter leurs décisions et/ou en s'en retirant ou en menaçant de le faire. Et cela inclut les États qui participaient auparavant aux efforts limités de démocratisation des dites organisations internationales ainsi que les gouvernements donateurs qui prétendaient définir leurs priorités en matière de financement autour du soutien aux libertés démocratiques.

Faisant figure de chef de file de ce mouvement, les États-Unis ont annoncé leur intention de se retirer du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, mais ce n'est pas le seul. Israël, comme les États-Unis, a annoncé son départ de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) ; le Royaume-Uni est en train de sortir péniblement de l'Union Européenne ; et plusieurs États africains ont menacé de se retirer de la Cour Pénale internationale (CPI). Ce mouvement de retrait crée plus d'espace pour les États aux politiques régressives au niveau international – notamment la Chine et la Russie, réduit les perspectives des institutions internationales de procéder au suivi des États peu démocratiques et rend plus difficile pour la société civile d'utiliser le système international pour tenir les États responsables de leurs actes.

Au niveau national, les arguments en faveur d'un nationalisme strict défendus par les populistes et les autocrates de droite sont fondés en partie sur une critique de manque de démocratie et de transparence des institutions internationales. Cette critique conduit à un argument non pas en faveur d'une réforme internationale démocratique, mais plutôt à la concentration de la souveraineté entre les mains des dirigeants nationaux. Une démocratie internationale limitée permet également aux dirigeants menant des politiques répressives de minimiser les critiques de la communauté internationale, considérée comme intéressée et élitiste.

En tant que société civile, nous avons toujours eu du mal à faire entendre nos voix au sein des institutions internationales caractérisées par un **double**

déficit démocratique. Les États qui restreignent chez eux l'espace de la société civile œuvrent également à denier la démocratie sur la scène mondiale. Par exemple, les États utilisent leur adhésion au **Comité des ONG** de l'ONU pour refuser ou retirer l'enregistrement que certaines Organisations de la Société Civile ont et dont elles ont besoin pour participer aux procédures de l'ONU. Nos intervenant.es nous disent aussi qu'une nouvelle tendance aggrave la situation. Alors que les processus multilatéraux privilégient les **intérêts du secteur privé**, les États régressifs encouragent les groupes socialement conservateurs et anti-droits humains ainsi que des groupes non autonomes, clientélistes et agréés par l'État à œuvrer dans les espaces prévus pour la société civile au niveau international. Par exemple, au sein de l'**Organisation des États Américains**, des groupes néoconservateurs et confessionnels se disputent de plus en plus l'espace disponible avec la société civile de défense des droits humains, avec des conséquences inquiétantes pour les droits des femmes.

7. DÉMOCRATIE AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les tendances décrites ci-dessus exigent une réponse de la société civile, mais doivent aussi nous appeler à une introspection. Les façons dont nous nous organisons en tant que société civile sont parfois en contradiction avec nos valeurs et ne sont pas très démocratiques. Des organisations de la société civile de premier plan ont récemment été **sur la sellette** pour avoir omis de prendre des mesures suffisantes pour prévenir les abus sexuels de la part de leur personnel, ou pire encore, pour les avoir dissimulés. Cela implique que la crainte de porter atteinte à la réputation l'a emporté sur la défense des droits fondamentaux des victimes et que les systèmes démocratiques internes qui auraient dû mettre à jour plus tôt les violations ont fait défaut. Outre les conséquences pour les victimes de ces abus, ces épisodes portent atteinte à la confiance en la société civile, qui reste l'un de nos atouts les plus précieux, et remettent en question nos priorités, nos styles de leadership et nos cultures organisationnelles. Cela est particulièrement dangereux à un moment où nous sommes remis.es en cause et essayons de réagir au populisme qui est en marche dans bien des endroits, et où nos tentatives de contrer ces discours rencontrent souvent des échecs.

Nous prétendons défendre la démocratie et nous conformer à ses valeurs, et ce faisant, nous nous exposons à ce que nos pratiques internes soient évaluées en fonction. Nous avons sans-doute des politiques rigoureuses sur le papier en matière de démocratie interne, y compris en matière d'égalité des sexes et de respect des lanceurs d'alerte, et nous prétendons aussi avoir des procédés décisionnels fortement consultatifs, mais la pratique en interne est peut-être faible. Les styles de leadership et les **cultures organisationnelles** peuvent entraver la démocratie interne, notamment en empêchant les personnes des groupes exclus de se faire entendre et d'acquérir des rôles de prises de décision. La sphère de la société civile prise dans son ensemble nous renvoie également à nos propres **inégalités** criantes, entre une poignée de grandes organisations transnationales bien financées et qui se situent au sommet de la pyramide, et la grande masse de groupes plus petits de la société civile, qui, eux, ne reçoivent qu'une fraction du financement et de l'exposition internationaux, ce qui diminue leur chance d'accès aux cercles décisionnels nationaux et internationaux.



Marielle, Présente!, inspirée par la jeune politique noire assassinée à Rio de Janeiro, est devenu un cri de guerre lors des élections brésiliennes de 2018

Source : Ines Pousadela

Le manque de démocratie interne nous fait reculer en tant que société civile. Sans elle, il se peut que nous n'en nous rendions pas compte quand nous nous concentrons uniquement sur des objectifs à court terme et quand nous rendons des comptes principalement à nos bailleurs de fonds, ni nous ne nous apercevons-nous pas quand nous ne sommes pas à la hauteur de nos missions, ou quand nous tolérons les mauvaises pratiques, ou nous passons à côté d'une possible innovation ou quand nous n'arrivons pas à tirer des leçons de nos échecs. En outre, si nous ne nous exposons pas à des voix critiques ou divergentes, nous risquons de nous enfermer dans des chambres de résonance. De nombreux membres du public ne comprennent pas la société civile, ce que nous défendons et comment nous travaillons, rendant ainsi la tâche facile aux autres pour les convaincre de s'en prendre à nous, et nous donnant plus de difficultés à recruter des sympathisants et à constituer des coalitions pour défendre la démocratie.

Il est également difficile de créer les alliances dont nous avons besoin lorsque nous sommes pris.es par nos luttes quotidiennes, ou quand nous nous concentrons sur notre survie parce que nous sommes en danger, mais nous savons aussi que beaucoup d'entre nous travaillent encore cloisonnés par des différences nationales ou thématiques. Les préoccupations relatives aux libertés et pratiques démocratiques ne sont pas perçues comme une priorité pour de nombreuses organisations de la société civile. Il y a beaucoup d'activités au niveau national, mais peu de partage de stratégies transfrontalières. Nous sommes nombreux.ses dans les capitales ; par conséquent, nous avons du mal à aller au-delà de ces villes et nous ne comprenons pas vraiment ce qui se passe dans les zones rurales et isolées. C'est pourtant ce qui explique en partie d'où le populisme de droite tire la grande part de son soutien, comparé aux communautés urbaines plus cosmopolites où nous avons tendance à nous loger. Nous avons donc du mal à parler aux personnes avec lesquelles nous avons le plus besoin de le faire.

Malgré les défis que cela implique dans la mise en place et le maintien d'alliances, la diversité de la société civile doit être reconnue comme l'une de nos plus grandes forces. Nous sommes une sphère de dialogue et de désaccords dans un climat de respect. Mais de plus en plus, la polarisation qui caractérise le discours politique contemporain se manifeste aussi dans notre sphère.

Il y a toujours eu les défis posés par les États favorisant une société civile sur la base du patronage, une société civile qui troque son silence contre des fonds publics (une préoccupation exprimée au **Nigéria** en autres), et une pseudo société civile organisée par l'État, qui permet de contrôler les citoyen.nes plutôt que de leur permettre de partager leurs points de vue comme à **Cuba** et maintenant en **Turquie**, où la création d'une société civile fantôme pro-présidentielle fait partie de la stratégie de répression des libertés démocratiques.

Il y a toujours eu un peu partout des groupes de société civile confessionnels progressistes, qui ont joué un rôle vital dans les luttes pour les libertés démocratiques et la justice sociale. Parallèlement, la société civile a toujours

“
IL EXISTE
MÊME DES
GROUPES QUI
REVENDIQUENT
BRUYAMMENT
L'ESPACE DE
LA SOCIÉTÉ
CIVILE AFIN DE
PROMOUVOIR
DES
PROGRAMMES
ANTI-DROITS
HUMAINS
”

eu des éléments plus conservateurs, y compris ceux issus des organisations **confessionnelles** avec lesquelles beaucoup d'entre nous, qui sommes plus progressistes et orientés vers les droits humains, ont pu depuis longtemps trouver un terrain d'entente pour une fructueuse collaboration. Mais des nouveaux éléments se classant eux-mêmes au sein de la société civile n'ont aucun intérêt pour cette collaboration ; ils ne cherchent que la confrontation.

Il existe même des groupes qui revendiquent bruyamment l'espace de la société civile afin de promouvoir des programmes anti-droits humains. Il serait, en fait, plus approprié qu'on les qualifie de **société incivile**. La société incivile gagne du terrain, comme on l'a vu récemment dans les Amériques, notamment au **Salvador**, au **Pérou**, et en **Pologne**. Elle est de toute évidence bien pourvue en ressources, notamment grâce à des groupes religieux extrêmement conservateurs, et soutenue par des États répressifs, tout cela lui permettant d'occuper des espaces aux niveaux national et international sous le couvert de consultations de la société civile. La conséquence est que le débat devient de plus en plus difficile dans ces espaces à mesure que la parole se polarise.

Le pouvoir et les ressources de cette société incivile défient ce que beaucoup de gens considèrent comme 'société civile'. Au sein de la société civile progressiste, basée sur les droits humains, nous sommes dorénavant obligés de réfléchir à la manière dont nous pouvons nous distinguer de cette société incivile, en nous concentrant sur nos valeurs et à la manière dont nous pouvons clairement les exprimer et les démontrer. Mais en même temps, cela devrait nous servir comme mise en garde contre notre propre élitisme ou quand nous faisons peu de cas des autres points de vue, et plutôt nous inciter à ce que l'empathie, l'humilité et être à l'écoute deviennent des éléments essentiels de nos valeurs. Cela pose la question de savoir comment nous pouvons nous connecter et dialoguer avec des gens qui peuvent être enclins à soutenir des causes anti-droits humains, les écarter de ceux qui ne seront jamais d'accord avec nous et essayer de les convaincre de nos points de vue. Ce qui en découle est le besoin de mettre en place des 'fronts communs' à l'ensemble de la société civile, qui permettent une réponse combinée aux problèmes sur lesquels nous sommes tous d'accord,

ainsi qu'un dialogue démocratique respectueux sur ceux pour lesquels nous ne sommes pas d'accord.

5. RÉPONSES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Il ne s'agit là pas seulement de l'histoire d'un certain déclin de la démocratie. C'est aussi l'histoire des actions de la société civile et de citoyens actifs pour défendre et exiger la démocratie. Beaucoup de nos intervenants décrivent comment la société civile réagit et fait bouger les choses. Partout dans le monde, l'action citoyenne démontre son pouvoir.

LA SOCIÉTÉ CIVILE REVENDIQUE LA DÉMOCRATIE

Faisant la une des journaux, les mouvements de masse ont conduit à des avancées démocratiques apparentes avec le renversement de dirigeants corrompus et autocratiques, notamment en **Arménie** et en **Corée du Sud**, alors que de nombreux pays européens et d'Amérique latine, ainsi que les **États-Unis** ont été témoins de mobilisations à grande échelle contre des dirigeants politiques régressifs et conflictuels. En 2018, par exemple, des **étudiants** américains ont remis davantage en question le pouvoir politique du lobby des armes à feu que n'importe quelle organisation n'avait réussi à le faire depuis de nombreuses années, réagissant aux événements catastrophiques non pas en acceptant des platitudes réconfortantes mais en agissant. Dans plusieurs pays d'**Afrique de l'Ouest**, dont le Burkina Faso et le Sénégal, des jeunes ont pris la tête de mouvements citoyens, se mobilisant de manière créative pour modifier radicalement les calculs de leurs dirigeants autocratiques lorsque ces derniers ont cherché à prolonger leur mandat.

Le parti au pouvoir en **Malaisie** a finalement été défait après plus de six décennies de pouvoir en place, avec une campagne menée par la société civile contre la corruption et les abus électoraux (ce qui a constitué un élément essentiel du discours en faveur du changement). En **Gambie**, l'action unifiée de la société civile a contraint un dictateur au pouvoir depuis de longues années à accepter le verdict rendu par le peuple à la suite d'une élection censée légitimer son régime. Au **Paraguay**, les tentatives de modification de la constitution

pour permettre au président de se représenter ont été abandonnées à la suite de manifestations de masse. L'exemple de la **Tunisie**, quant à lui, a montré comment une action de la société civile concertée et fondée sur une coalition peut empêcher le recul démocratique après une révolution.

Les mouvements **MeToo** et **Time's Up** ont mobilisé un nombre impressionnant de femmes et d'hommes pour modifier les termes du débat sur le rôle et le statut des femmes (et des hommes) dans les sociétés et les lieux de travail. En **Irlande**, la société civile a montré comment les assemblées de citoyens et les référendums peuvent faire avancer les droits avec une campagne réussie pour modifier la loi sur l'avortement, en s'appuyant sur une avancée antérieure sur l'égalité des mariages.

Il y a aussi beaucoup de victoires moins spectaculaires, mais néanmoins importantes pour la société civile. Lorsque le gouvernement **zambien** a organisé une consultation nationale à la manière d'un référendum sur la sortie de la CPI par exemple, la société civile s'est mobilisée, encourageant les citoyens à rejeter la proposition à une écrasante majorité. En **Finlande**, une campagne concertée et collaborative a réuni suffisamment de signatures pour imposer à l'ordre du jour parlementaire la question du droit au logement et à des services pour les personnes handicapées. La société civile au **Nigéria** a dirigé une campagne réussie de plaidoyer qui a abaissé l'âge requis pour se porter candidat.e aux élections, un obstacle majeur à la participation des jeunes et qui empêchait le renouvellement de la classe politique. En **Jamaïque**, la société civile a défendu et obtenu des rôles importants au sein des principales structures de consultation du gouvernement.

Des efforts concertés de plaidoyer de la société civile **argentine** ont abouti à l'adoption d'une loi garantissant la représentation de 50% de femmes au Congrès National. La société civile a également obtenu une plus grande transparence dans le **financement** des partis politiques. Une étape déterminante similaire en matière de parité hommes-femmes a récemment été remportée au **Mexique**, tandis que la société civile **sud-africaine** a également obtenu une plus grande transparence dans le financement politique après avoir remporté un procès. L'élection présidentielle **kényane** de 2017 a été annulée puis organisée de nouveau sur ordre judiciaire, après

que la Cour Suprême ait donné suite aux requêtes concernant l'existence d'irrégularités électorales.

Démontrant la puissance de l'action collective, des organisations de la société civile du **Mexique** se sont réunies en 2018 pour élaborer un programme de plaidoyer commun et ont demandé aux candidat.es à la présidentielle de souscrire à leurs principales revendications. Ce programme sert maintenant de base pour engager l'actuel président élu et le tenir responsable des engagements pris au cours du processus. D'autres intervenant.es à notre projet soulignent la valeur de la construction de vastes alliances. Au **Myanmar**, où l'armée domine toujours les principales institutions, la société civile a collaboré avec les parlementaires et organisé des auditions publiques pour obtenir d'importants nouveaux amendements à la loi électorale locale, facilitant ainsi la représentation d'un plus grand nombre de candidat.es. Dans toute l'**Asie**, la société civile a noué des alliances avec des organes de gestion électorale afin de développer un dialogue sur l'amélioration des normes de gestion électorale.

La société civile fait le suivi et surveille également le bon déroulement des élections et en rend compte. Des jeunes activistes **sénégalais** ont utilisé leur téléphone pour prendre des photos des résultats dans des centres de dépouillement et les ont rapportées en ligne pour prévenir la fraude par exemple. Au **Kenya**, la société civile a développé une application mobile pour permettre une communication rapide entre les observateurs d'élections, ainsi qu'une réponse urgente aux menaces, dans un contexte où ils en ont souvent fait l'objet.

La société civile réagit aussi de manière créative. Dans le contexte difficile du **Soudan du Sud**, qui a connu pour la plupart du temps de nombreux conflits depuis son indépendance, la société civile utilise des éléments en lien à la performance artistique et au théâtre comme moyen d'attirer l'attention de et mobiliser la population sur les comportements irresponsables de ceux qui détiennent le pouvoir. En **Palestine**, la société civile utilise des espaces de théâtre pour encourager la participation des femmes et des jeunes. Les élections ayant été reportées à plusieurs reprises en **RDC**, la société civile a tenu son propre vote pour choisir les dirigeants d'un nouveau réseau, en



Le Festival de musique de Hagana, une initiative du mouvement #Anataban, rassemble des personnes du Soudan du Sud et du Kenya autour d'un message de coexistence pacifique

Source : #Anataban Facebook page



March For Our Lives, un rassemblement étudiant pour le contrôle des armes à feu aux États-Unis, New York, 2018

Source : Mathia Wasik

utilisant les écoles et les églises comme bureaux de vote, en partie pour prouver qu'il était possible de tenir des élections dans le pays.

Même en cas de revers apparents, comme celui de la campagne de la société civile pour la réforme de la législation sur l'avortement en **Argentine** en 2018, qui n'a pas donné lieu à un vote favorable, il convient de reconnaître qu'un impact peut quand même être obtenu, en modifiant la nature du dialogue public sur la question et en suscitant un soutien qui aboutira malgré tout à un changement plus tard. Ce débat parlementaire sur le projet de loi sur l'avortement a été le premier de la sorte de l'histoire de l'Argentine.

LEÇONS TIRÉES DE NOS RÉPONSES

Dans tous ces exemples, la société civile et les citoyen.nes actif.ves ont été au cœur même de ces réponses et de la riposte.

Souvent, lorsque les mobilisations de masse s'opposent de manière décisive au pouvoir en place, ces événements arrivent, apparemment, sans qu'on s'y attende. Et elles peuvent être menées par de nouveaux mouvements qui n'ont aucune base dans la société civile existante, comme dans le cas de la **Marche pour Nos Vies** (**#MarchForOurLives**), mais qui s'inspirent des traditions de résilience et de résistance, notamment celles du mouvement des libertés civiques (aux États-Unis notamment). Souvent, comme le montre le cas de l'**Arménie**, des exemples antérieurs plus modestes de mobilisation, d'actions communautaires et de plaidoyer de la société civile se révèlent (après petite enquête). De façon générale, Les mobilisations de masse s'inspirent souvent des efforts passés de la société civile, lorsqu'ils ont réussi à obtenir un soutien pour le changement recherché.

La plupart des luttes les plus réussies de ces dernières années – contre le colonialisme et les dictatures, pour les droits des femmes et pour les droits des LGBTQI – ont impliqué un mélange d'actes locaux et spontanés de la part des citoyen.nes, de planification organisationnelle et d'engagement. De nos jours, de nombreuses mobilisations **combinent** également des actions en ligne avec des actions hors ligne. Les individus peuvent faire la différence. L'activisme peut commencer par un « J'aime » sous une publication, et surtout, les nouvelles technologies offrent des outils pour mieux organiser

la mobilisation et pour focaliser le pouvoir des citoyen.nes par des façons à la fois nouvelles et créatives. Il est nécessaire de combiner des actions individuelles et organisationnelles, ainsi que des actions en ligne et hors ligne. Pour cela, nous avons besoin de citoyen.nes actif.ves, prêt.es à se mettre en danger pour le bien d'une cause, et d'organisations soutenant le mouvement. Entre deux vagues de pouvoir populaire, les organisations de la société civile demeurent souvent le seul porte-étendard de l'activisme sur la durée.

Mais pour réinventer la démocratie, nous avons besoin d'une nouvelle mobilisation de cet activisme émancipateur. Les manifestations à grande échelle actuelles montrent la voie à suivre et nous montrent le potentiel qui existe. La citoyenneté active ne se développera pas par accident. La confiance et la compétence en matière de participation doivent être stimulées et cultivées, et la société civile doit jouer un rôle moteur dans la mise en place de routines et de rituels de participation. Nous devons accompagner les personnes nouvellement mobilisées dans ces parcours de l'activisme.

Même lorsque des percées surviennent, elles créent alors leurs propres nouvelles épreuves. Des changements spectaculaires peuvent **susciter des attentes** telles, et ainsi nous obliger à jouer des rôles nouveaux, difficiles à remplir. Lorsque les présidents qui ont dirigé le pays depuis des décennies se sont désistés en **Angola** et au **Zimbabwe**, cela a exigé une réponse de la société civile nettement différente de celles des longues stratégies d'usure et de survie qu'elles avaient adoptées avant. Il peut être difficile de changer d'une mentalité d'opposition et de contestation à une posture ayant des exigences concrètes réelles. En outre, la société civile peut être vidée de son leadership, si ses membres s'en vont occuper des rôles dans le gouvernement ou dans un parti politique, tandis que la cooptation par des gouvernements nouveaux peut saper l'autonomie et la crédibilité de la société civile. Si les nouveaux gouvernements peuvent bénéficier d'un grand soutien lorsqu'ils arrivent au pouvoir après une longue période de mauvaise gestion, il y a un risque de négliger leurs points défailants et in fine, la nécessité pour la société civile de jouer son rôle fondamental en matière de reddition des comptes.



UN DÉFI QUI EST AUSSI UNE OPPORTUNITÉ

En tant que société civile, nous sommes mis au défi et menacé.es par les crises démocratiques actuelles. Celles-ci ont aussi mis au jour des problèmes de la société civile qui ont toujours existé mais qui n'ont pas été suffisamment reconnus. Nous avons peut-être été complaisant.es, en particulier envers les sociétés que nous considérons comme des démocraties représentatives établies de longue date, en supposant que les fondements de la démocratie ne pouvaient être remis en question et que des progrès étaient assurés. Alors que nous nous mobilisons aujourd'hui en nombre, dans bien des cas, c'est **en réponse** à des menaces ; nous ne nous mobilisons pas avant d'être menacé.es. Nous sommes peut-être bon.nes pour réagir aux crises, mais moins efficaces pour les prévenir. Les événements contemporains éprouvent

“

IL FAUT FAIRE
DES PETITS
PAS SANS SE
CONTENTER
DE PETITES
VICTOIRES

”

nos théories, nos méthodes de travail et de réaction. Mais ils nous offrent également l'occasion de penser et d'agir différemment.

Dans certains cas, des questions de fond sont posées sur la supériorité de la démocratie en tant que forme de gouvernance par rapport au fascisme, aux régimes autoritaires ou militaires. Là où ces sentiments existent, ils doivent être pris en considération. Il convient de préciser que la solution aux échecs actuels de la démocratie est davantage de démocratie, pas moins. Mais la question aujourd'hui est plus souvent sur comment la démocratie fonctionne réellement. Pour faire bonne figure, les dictateurs acceptent de participer au jeu de la démocratie, car celle-ci conserve une emprise puissante sur l'imaginaire populaire. Cet attrait émotionnel persistant de la démocratie offre l'occasion de proposer une version plus attrayante que celle pratiquée aujourd'hui. L'occasion n'est pas de se replier sur une position défensive, mais bien d'obtenir plus de soutien pour une vision nouvelle et meilleure.

Comme nos intervenant.es du monde entier l'ont attesté, les gens veulent toujours la démocratie. Qu'il.elles vivent dans une société qui se situe en haut ou en bas de classement des divers indices de la démocratie, les gens ne sont pas satisfaits de leur expérience actuelle de la démocratie. Si les gens vivent dans un pays répressif, il.elles luttent pour une démocratie représentative qui fonctionne correctement, et il est important que la société civile soutienne tous les combats pour des élections libres et équitables, où qu'elles se déroulent. Si les gens vivent dans une démocratie représentative, il.elles veulent des formes de démocratie plus participatives et plus directes. Partout, les citoyens aspirent à une démocratie plus forte et meilleure. Nous voyons cette attente, par exemple, chaque fois que des élections sont organisées après un moment où la démocratie n'existait que sur le papier ; les gens saisissent l'occasion de participer au débat et de faire la queue pour voter. Comme le suggère l'exemple de la **Tanzanie**, lorsqu'on leur demande s'il.elles croient qu'il est bon d'avoir plus de transparence dans les processus politiques, s'il.elles souhaitent un meilleur accès à l'information et s'il.elles devraient être libres de critiquer leurs dirigeants politiques, la plupart des gens sont d'accord. Malgré la réalité de la situation actuelle, bon nombre de nos intervenant.es sont également très optimistes quant au potentiel de changement et à notre capacité d'aider à le réaliser. La question qui se pose maintenant est de savoir comment la société civile peut concrétiser cet optimisme et servir le désir de démocratie.

6. PREMIERS PAS VERS LA VISION

Si la démocratie est un périple qui ne finit jamais, alors nous savons que nous avons encore beaucoup de chemin à faire ne fût-ce que pour nous rapprocher de la vision expansionniste de la démocratie exposée ci-dessus. Mais en tant que citoyen.nes actif.ves et en tant que société civile organisée, nous pouvons commencer dès à présent par nous attaquer aux problèmes actuels. Les actions récentes prises par la société civile et les citoyen.nes actif.ves pour défendre, soutenir et approfondir la démocratie montrent que nous

pouvons prendre de nombreuses mesures concrètes. Nos nombreuses conversations avec des gens du monde entier ont donné lieu à une quantité importante de recommandations pratiques. Il faut faire des petits pas sans se contenter de petites victoires, c'est-à-dire combiner la recherche d'un changement immédiat avec des avancées réelles vers une vision à long terme et la construction d'une nouvelle vision de la démocratie.

Toute une gamme de tactiques est à notre disposition pour tenter de faire avancer ce changement, notamment les diverses techniques de plaidoyer, les campagnes, les manifestations, la recherche, la documentation, le partage des connaissances, la solidarité et la création de réseaux. L'expérience nous montre que ces approches ont plus de chances de réussir lorsqu'elles sont combinées de manière flexible et dynamique, avec des actions en ligne et sur le terrain, et lorsqu'elles mettent à profit les différents atouts tirés d'un large éventail de groupes de la société civile et de citoyen.nes actif.ves. Nos efforts doivent viser à la fois le côté « offre » de la démocratie, soit œuvrer pour que les moyens et les mécanismes de participation soient disponibles et ouverts, et le côté « demande », pour aider les citoyen.nes à être plus actif.ves, à développer leurs capacités de participation et à faire entendre et canaliser leurs demandes et préoccupations.

1. CONSTRUIRE DE MEILLEURES INSTITUTIONS À TOUS LES NIVEAUX

Une meilleure démocratie nécessite de meilleures institutions à tous les niveaux, du local au mondial. De nombreux intervenant.es ont formulé des recommandations sur la manière de démocratiser les institutions et comment nous pouvons, en tant que société civile, faire pression pour des améliorations.

A. RENDRE LES ÉLECTIONS PLUS LIBRES ET ÉQUITABLES

Nos intervenant.es sont clair.es : les élections ne sont pas la seule composante de la démocratie, mais elles sont essentielles. Aucune société ne peut être qualifiée de démocratique si elle ne tient pas d'élections régulières, équitables, ouvertes et concurrentielles. Partout où elles font défaut, la société civile exige qu'elles soient organisées. Les élections offrent également une base



Membres de la première mission d'observation internationale autochtone après la fin de leur visite au Mexique, juillet 2018

Source : Fonds pour le développement des peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes

sur laquelle des formes plus démocratiques de participation peuvent être construites. Mais pour que cela soit le cas, les processus électoraux ont leur importance.

- En tant que société civile, nous devrions donc faire des élections une de nos préoccupations majeures. Cela signifie qu'un plus large éventail de la société civile devrait s'engager davantage aux alentours des élections, y compris la période précédant et suivant les élections, ainsi que les périodes électorales elles-mêmes – et pas seulement la société civile qui met déjà fortement l'accent sur la démocratie et les droits civils et politiques. Dans ce cadre, nous devrions œuvrer pour la création et la défense d'un espace pour le débat et pour le respect des voix dissidentes autour des élections, étant donné que celles-ci sont souvent des moments où le débat et les voix dissidentes sont réprimés.
- Un suivi électoral indépendant est crucial. Nous devons développer les capacités de la société civile et des citoyen.nes à faire le suivi des élections et à en rendre compte, notamment en utilisant les technologies mobiles et sociales pour fournir des résultats précis et mettre en évidence toutes

violations. Nous devons développer des réseaux et des outils pour aider les observateurs électoraux, notamment lorsque leur sécurité physique et numérique est menacée. Nous devrions également plaider en faveur de la création d'organes de gestion électorale nationale et locale véritablement indépendants et contribuer à leur développement. Nous devrions chercher à jouer un rôle dans la gouvernance de ceux-ci et à construire nos réseaux avec des organes de gestion des élections autonomes pour les encourager à respecter des normes plus élevées.

- Pendant les élections, nous devrions demander aux candidat.es de s'engager publiquement à adhérer à des codes de conduite qui établissent des critères stricts en matière de comportements à adopter lors des élections, d'encourager leurs militant.es à faire de même, d'en faire le suivi et d'en rendre compte. Nous devrions également vérifier les faits et réfuter les affirmations fallacieuses faites sur les réseaux sociaux et cette propagande politique de nature à semer la division, y compris par le biais d'une présence active dans ces mêmes réseaux sociaux.
- Les périodes électorales peuvent offrir des opportunités de plaidoyer intéressantes. Nous devrions examiner et critiquer les programmes et manifestes des partis politiques via un angle non partisan, et analyser les effets que peuvent avoir leurs propositions sur nos thématiques principales. Nous devrions travailler avec un large éventail de membres de la société civile pour parvenir à un consensus sur des positions communes en matière de plaidoyer et les proposer à tous les candidat.es de manière non partisane, en cherchant à obtenir leur soutien pour des propositions cruciales alors qu'il.elles sont en campagne. Nous pouvons également travailler pour mobiliser les citoyen.nes afin qu'il.elles abordent des questions clés avec les politicien.nes lorsqu'il.elles viennent solliciter des votes. Cela nécessite des messages forts et clairs et un travail avec les citoyen.nes pour développer leurs compétences et la confiance dont il.elles ont besoin pour le faire. Ces actions peuvent ensuite être la base d'un dialogue plus approfondi pour contraindre les hommes et femmes politiques à respecter leurs engagements s'il.elles sont élu.es, ainsi que pour le suivi post-électoral de la réalisation

des engagements pris pendant la campagne. Dans les cas où les lois empêchent la société civile de faire du plaidoyer direct en période électorale, il est nécessaire de faire pression pour que les lois soient rendues plus permissives.

- Les procédures de rappel – dans lesquels les titulaires de charge publique peuvent être contraint.es de se représenter à nouveau si un nombre suffisant d'électeur.trices l'exige – constituent un mécanisme efficace permettant aux citoyen.nes de pousser à une certaine redevabilité. Là où des procédures de rappel existent, nous pourrions plaider en faveur de leur bonne utilisation ; là où elles n'existent pas, nous pourrions demander leur introduction.
- Nous devons réagir face à l'exclusion à participer à des élections. Nos réponses pourraient inclure un plaidoyer pour étendre le droit de vote aux groupes de personnes actuellement exclues du vote, tels que les migrant.es et les réfugié.es, et pour supprimer les obstacles qui empêchent les personnes de se porter candidat.e tel que la limite d'âge. Nous pourrions plaider en faveur d'une action positive et de quotas pour les groupes exclus, par exemple pour encourager plus de femmes candidates, et pour une représentation spéciale des groupes minoritaires. Des mesures telles que celles-ci aident, mais elles ne devraient pas créer de ghettos ; les personnes qui en bénéficient auront toujours besoin d'un soutien, y compris de la société civile, pour jouer efficacement leurs rôles. Nous pourrions travailler à la création de réseaux de solidarité et de soutien mutuel entre les personnes issues de groupes exclus qui se portent candidat.es ou exercent une fonction politique, telles que les femmes candidates et politiciennes. Cependant, toute réponse doit également prendre en compte les obstacles matériels et économiques qui empêchent ces personnes de voter et de se porter candidat.es, même dans les cas où des politiques existent déjà pour le leur permettre.
- Dans certains cas de figure, il peut également être nécessaire de plaider en faveur de systèmes de vote plus justes, qui encouragent la représentation d'une plus grande diversité de points de vue, plutôt que de systèmes de vote permettant à des voix déjà bien représentées

de dominer et d'étouffer la diversité d'opinions. Cela peut impliquer de préconiser des suffrages plus proportionnels là où ils n'existent pas.

- Étant donné que les dirigeant.es en place qui révisent la constitution de leur pays au lieu de démissionner constituent un défi majeur pour la démocratie, une autre solution consisterait à élaborer des voies permettant aux dirigeant.es de se voir confier de nouveaux rôles, notamment des rôles cérémoniels et d'« anciens chefs d'Etat », ainsi que des responsabilités régionales et internationales.

B. CONSTRUIRE UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION

Au-delà de la démocratie représentative, il existe toute une gamme de modèles pour la mise en place de formes de prise de décision plus participatives, décentralisées et directes, qui peuvent toutes élargir la démocratie. La société civile est la sphère la mieux placée pour les piloter et les tester, y compris des modèles tels que des forums communautaires, des panels de citoyen.nes et des parlements locaux.

- Les référendums sont un outil potentiel de démocratie directe, mais ils appellent à la prudence. Nous devons distinguer entre les expressions vraies de démocratie directe (dans lesquelles les citoyen.nes font pression pour faire avancer vers le changement) et ses expressions fausses, dans lesquelles des dirigeant.es autocratiques organisent des plébiscites, souvent truqués, pour tenter de légitimer un changement de leur intérêt. Un principe clé des référendums devrait être qu'ils ne doivent pas offrir la possibilité de voter pour supprimer un ou des droits humains. Au mieux, les référendums offrent des possibilités de faire avancer le dialogue de cultiver une citoyenneté active et de mobiliser les citoyen.nes. Mais cela exige une campagne coordonnée, énergique et imaginative de la société civile.
- Nous devrions préconiser une étude plus approfondie du mode d'assemblée des citoyen.nes, tel qu'il a été utilisé récemment en **Irlande**. Les assemblées de citoyens réunissent des groupes de représentant.es nationaux.les ou locaux.les couvrant un échantillon représentatif de la société et impliquant des citoyen.nes plutôt que des politiques professionnel.les. Ces assemblées offrent une solution de rechange lorsque les systèmes électoraux ne représentent pas un large éventail d'opinions ou lorsque les politicien.nes se retrouvent dans l'impasse devant une question délicate. En tant que société civile, nous pouvons jouer un rôle de premier plan dans la convocation d'assemblées de citoyen.nes et pour tester ce concept, nous pouvons faire du plaidoyer auprès des gouvernements pour qu'ils les fassent connaître et s'associent à toutes les assemblées de citoyen.nes déjà établies pour les exhorter à être plus transparentes, non partisans et informées en tenant dûment compte des témoignages d'expert.es.
- Nous devrions également organiser davantage de plaidoyer en faveur des initiatives citoyennes – des processus, souvent façonnés à la manière de pétitions en ligne, dans lesquels les demandes de changement

“

LES
RÉFÉRENDUMS
SONT UN
OUTIL
POTENTIEL DE
DÉMOCRATIE
DIRECTE,
MAIS ILS
APPELLENT À
LA PRUDENCE

”



Des milliers de personnes ont défilé en solidarité avec le vote d'indépendance catalan

Source : Dani Blanco / Argia Dani

sont débattues ou retenues si elles dépassent un seuil défini de soutien public. Celles-ci devraient inclure des dispositions pour les lanceur.es d'initiatives s'adressant directement aux décideur.es s'elles attirent suffisamment de soutien.

- Nous devrions également prendre les devants en explorant les formes de démocratie directe rendues possibles par les nouvelles technologies, à condition que ces technologies ne puissent être manipulées. Cela pourrait inclure le recours accru aux **pétitions** et aux **enquêtes d'opinions** pour recueillir les points de vue des citoyen.nes, en particulier ces moyens qui utilisent les réseaux sociaux et mobiles dans lesquels les citoyen.nes sont déjà actif.ves. Comme toujours, nous devons mettre en relation l'activisme en ligne et celui sur le terrain, et alors que nous nous

efforçons de rendre les nouvelles technologies plus démocratiques, nous devons naturellement nous connecter au travail de ceux et celles qui pour promeuvent un accès sans restriction à Internet, la neutralité du réseau ainsi que la gestion transparente des technologies.

- Dans certains cas, des formes traditionnelles de gouvernance existent. Nous devrions nous engager auprès de celles-ci pour essayer de les rendre plus ouvertes, plus inclusives et plus responsables.
- À la base de tout cela, nous devrions construire une citoyenneté active en promouvant et en dispensant plus d'éducation civique, qui fait défaut dans bien des cas, et en la rendant inclusive et de grande qualité. Une éducation civique étendue, offerte à l'aide de moyens à la fois formels et non-formels, peut aider les citoyen.nes et en particulier les jeunes à comprendre leurs rôles dans la démocratie, à renforcer le respect des procédés et des libertés démocratiques et à résister à la tentation des manipulations, comme notamment celle qui consiste à répondre aux appels de vues excessivement partisans et extrémistes et celle de vendre leur vote. Une éducation civique inclusive devrait renforcer le respect de la diversité et toucher tous les groupes exclus. Un programme scolaire inclusif devrait encourager l'esprit critique plutôt que l'obéissance à des « valeurs nationales » étroites.

C. DÉMOCRATISER LE SYSTÈME INTERNATIONAL

Les critiques actuelles du système international doivent être prises en compte et utilisées comme point de départ d'un programme de réforme radical plutôt que réactionnaire. Nous ne pouvons pas laisser le champ libre aux dirigeants populistes et autoritaires qui critiquent l'absence de démocratie et de transparence du système international pour leurs fins. Le monde d'aujourd'hui est très différent du paysage de l'après-Seconde Guerre mondiale, qui façonne encore largement l'architecture internationale. Le 75ème anniversaire de l'ONU à venir, en **2020**, offre l'occasion de présenter des propositions radicales visant à la remodeler et à la démocratiser. On devrait la reconstruire à partir du modèle de consultation et de dialogue qui a inspiré le développement des ODD.

- Nous devrions plaider en faveur d'une démocratie plus directe et participative au niveau international aussi, afin de permettre aux citoyen.nes de s'exprimer de manière appropriée dans les affaires internationales. Bien que les idées audacieuses et à long terme visant à établir un parlement mondial ou une assemblée mondiale de citoyen.nes élu.es au suffrage direct puissent sembler lointaines dans le climat hostile actuel, il est nécessaire de développer ces idées, de les tester, de prouver leur validité et de les défendre, y compris peut-être en les testant au niveau intergouvernemental régional.
- En ce qui concerne la participation aux processus internationaux, nous devons examiner et demander des comptes à ceux qui contrôlent l'accès aux instances internationales, qui parfois bloquent les voix minoritaires et contestataires. Ces rôles de « contrôleur d'accès » sont parfois tenus par des organismes du secteur privé ou par des grandes organisations de la société civile, qui ne parviennent pas à laisser de la place aux plus petites. Plus généralement, nous devrions plaider pour un meilleur accès au système international, jusqu'à ce que nous ayons un meilleur accès que celui dont jouit actuellement le secteur privé, et pour que des partenariats avec des organisations internationales soient ouverts pour inclure une plus grande diversité de la société civile en leur sein. Nous pourrions plaider en faveur d'un changement au sein des conventions internationales qui régissent les méthodes de travail de l'ONU en vue de fixer des règles plus strictes en matière de participation de la société civile et du secteur privé, et pour le renforcement du contrôle démocratique de ces règles.
- Nous devrions accorder une plus grande attention aux structures régionales, y compris les parlements régionaux, là où ils existent, et essayer de les rendre plus démocratiques. La collaboration avec les parlements régionaux pourrait être utilisée pour demander des comptes aux structures intergouvernementales régionales et pour mener des activités de plaidoyer afin de résoudre les problèmes transfrontaliers et ayant une incidence sur les libertés démocratiques entre autres.



Génération des idées pour réinventer la démocratie au Mexique, dans un dialogue sur la démocratie organisé par le Centro Mexicano para la Filantropía (Cemefi) et coordonné par Red para el Desarrollo Comunitario (REDESCOM)

Source : Cemefi

- Les ODD devraient fournir l'occasion de façonner et de modeler des nouveaux processus internationaux démocratiques, ainsi que des procédures de plus grande interaction au **niveau national**. L'ambition des ODD devrait être accompagnée par des mécanismes plus solides de reddition des comptes et de contrôle démocratiques, ce qui signifie qu'il devrait y avoir beaucoup plus d'opportunités de participation de la société civile et de citoyen.nes actif.ves qu'à l'heure actuelle.
- Il est également nécessaire d'encourager la reconnaissance du fait que sans démocratie, on ne pourra pas atteindre les ODD. Le lien entre démocratie et développement doit être réaffirmé et acclamé. Nous devons **clairement indiquer** que davantage de démocratie rend les

ODD plus atteignables, et que la démocratie s'épanouit quand les gens constatent qu'elle conduit à une amélioration de leur vie quotidienne. Nous devrions donc exiger un suivi plus strict et un compte rendu régulier des progrès réalisés en matière des libertés démocratiques en tant qu'indicateur clé des progrès accomplis dans la réalisation des ODD, avec des procédures permettant à la société civile de participer à ce suivi et aux rapports.

- La sphère internationale offre également un lieu de plaidoyer pour améliorer la démocratie au niveau national. Les expériences récentes de recul démocratique après des progrès antérieurs suggèrent que le système international et les bailleurs de fonds devraient mettre davantage l'accent sur l'appui aux démocraties émergentes et aux **démocraties en transition**. L'aide internationale devrait permettre la mise en place d'un large éventail d'institutions profondément démocratiques, y compris pour assurer un espace favorable pour la société civile. En outre, lorsque les élections nationales se limitent à un rôle essentiellement formel et cérémonial, cela est en partie rendu possible par un système international qui attache une importance particulière au symbolisme des élections sans pour autant en interroger le contenu. Cela suggère la nécessité de nouvelles normes internationales – y compris peut-être une nouvelle convention mondiale – qui fixent des normes minimales plus élevées pour les élections auxquelles tous les États sont censés adhérer, avec des dispositions de contrôle, de suivi et de reddition des comptes pour les manquements, auxquelles la société civile peut participer. En tant que société civile, nous pouvons aider à développer et à lancer ces nouvelles normes.

2. CRÉER DES RELATIONS

A. CONSTRUIRE DES ALLIANCES

Les défis et les échecs actuels suggèrent que nous avons besoin d'**alliances** nouvelles et meilleures pour défendre la démocratie là où elle est remise en cause, créer une dynamique de progrès démocratique et aider les citoyens à être plus actifs.

- Au sein de la société civile, nous devrions construire de larges **alliances** qui brisent les cloisonnements entre nos différentes aires thématiques. Les alliances doivent débloquent les forces spécifiques de leurs différents membres, par exemple en combinant des stratégies de diplomatie au sein des instances de prise de décision à des stratégies de mobilisation de masse en dehors. Elles doivent avoir des objectifs à court et à long terme, se concentrant sur une action défensive urgente lorsque cela est nécessaire et sur des gains immédiats dans la mesure du possible, mais également avoir une vision à plus long terme permettant de mesurer les progrès. Les alliances devraient mettre davantage l'accent sur le partage de stratégies de réponse réussies et de modèles éprouvés.
- Nous devons aussi établir des alliances avec des groupes extérieurs à la société civile, y compris des organes de gestion des élections et des institutions nationales des droits humains, afin d'encourager le respect strict des libertés démocratiques, en particulier lors des élections. Nous devons également former des alliances avec des entreprises qui défendent les valeurs démocratiques.
- Dans les nombreuses situations où les parlementaires sont remis en cause, nous devrions cultiver des alliances pour défendre et affirmer leur autonomie, ainsi que les rôles légitimes des parlementaires et de la société civile dans la reddition des comptes nationale et de plaidoyer. Là où il existe des forums parlementaires, tels que des réunions de comités et des audiences qui font appel à des témoins experts, nous devrions essayer de les impliquer pour créer une cause commune et non partisane avec les parlementaires et œuvrer à l'élargissement et à la transparence de ces forums. Nous devrions nous engager avec les parlements sous-nationaux et régionaux, là où ils existent.
- Dans bien des cas, les tribunaux et les cours de justice offrent des opportunités essentielles pour demander des comptes au gouvernement et améliorer les processus démocratiques. Dans le même ordre d'idées, nous devrions renforcer la coopération avec le **système judiciaire**, pour que les tribunaux soient indépendants de l'exécutif.

- Les gouvernements qui soutiennent encore la démocratie devraient considérer la société civile comme leur allié naturel et coopérer avec nous pour défendre les libertés démocratiques et lutter contre le recul démocratique. Les actions communes de défense des droits de la société civile doivent être reconnues comme des actions de soutien à la démocratie.
- Nous devons entrer en relation avec les nombreux.es citoyen.nes déjà actif.ves et préoccupé.es par le recul démocratique et les nouvelles tendances de polarisation et d'extrémisme. Nous devons leur proposer de nouveaux outils là où il.elles se sentent en sécurité et en mesure de donner suite à leurs préoccupations. Nous devons les aider à comprendre que leurs préoccupations en matière de démocratie sont également des préoccupations de la société civile et les encourager à collaborer avec nous pour qu'ensemble nous renforçons la démocratie.

B. FACILITER DES DIALOGUES INATTENDUS

Toutes les alliances dans le monde n'auront que peu d'importance si nous ne discutons qu'avec ceux qui sont déjà d'accord avec nous. Nous devons engager le dialogue avec ceux et celles qui ne sont pas d'accord avec nous, qui nous sont indifférent.es ou qui ne nous voient pas partager leurs luttes. Nous devons transformer les guerres de culture en conversations. Une conversation peut être le point de départ de l'action. Certaines des réponses les plus efficaces aux attaques contre les migrants au **Danemark** sont nées d'initiatives locales modestes consistant à amener les gens à se parler et à développer la solidarité. Nous avons vu que les attitudes peuvent être changées à l'égard de positions plus progressistes, comme le montrent les changements généralisés dans le soutien au mariage homosexuel dans plusieurs pays, mais rien de cela ne peut se produire à moins de parler aux gens et de les convaincre. Nous devons nous libérer de nos caisses de résonance et associer l'action des réseaux sociaux à des conversations en tête-à-tête. Nous devons trouver de nouveaux moyens de parler aux citoyen.nes de la démocratie dans un langage qui élimine le jargon, et auquel il.elles **s'identifient** et qui connecte bien à leurs émotions. Nous avons besoin de discours qui collent au sens inné de justice naturelle de la plupart des gens et indiquent clairement que la participation à

la démocratie est à la fois un droit et un devoir. Avant tout, nous devons offrir espoir, optimisme et des motivations positives à l'action.

- Nous devons de toute urgence avoir des conversations avec les citoyen.nes mécontent.es. Nous devons leur offrir de nouvelles orientations et de nouveaux instruments qui reconnaissent leur colère et la canalisent de manière constructive. Nous devons **mettre en relation** la lutte pour les droits civils et politiques avec les autres luttes pour les droits des personnes, notamment les droits économiques.
- Même lorsque nous ne pouvons pas changer les mentalités des gens, nous devons encourager le respect généralisé des valeurs démocratiques et la tolérance à l'égard des points de vue divergents dans l'ensemble du spectre politique, c'est-à-dire promouvoir des règles pour un engagement et des interactions respectueux.
- Pour nous permettre d'atteindre ceux et celles avec lesquels nous ne parlons pas à présent, la société civile a besoin d'améliorer considérablement notre capacité à **communiquer** et à augmenter le partage d'expériences, et également notre capacité d'écoute, car nous devons prendre le temps de comprendre ce qui motive les gens et où se trouve la base commune sur laquelle nous pouvons être d'accord.
- Nous devons comprendre les motivations religieuses, forger des alliances avec la société civile confessionnelle **modérée** et les distinguer des groupes confessionnels extrémistes et opposés aux droits humains.
- Nous devrions essayer de nouer des alliances avec des **leaders d'opinion**, célébrités, artistes populaires, chefs de confessions progressistes, qui sont généralement perçus.es comme étant en dehors de la sphère politique, mais qui ont une influence et une compréhension de ce qui motive les gens. Nous pouvons essayer d'utiliser des méthodes et des moyens artistiques pour interagir avec les gens, aider à renforcer leurs capacités de participation et pour permettre le dialogue, la pensée critique et l'opposition démocratique, y compris pour les personnes des groupes exclus qui autrement pourraient se voir refuser l'accès aux voies officielles de participation.

“
 IL INCOMBE
 NATURELLEMENT
 À LA SOCIÉTÉ
 CIVILE DE
 JOUER UN
 RÔLE MOTEUR
 DANS CETTE
 RÉINVENTION DE
 LA DÉMOCRATIE
 ”

- Nous devons établir des liens avec et entre différents groupes exclus et veiller à ce que les femmes, les jeunes et les minorités puissent participer pleinement à toutes les conversations que nous avons. Là où les divisions sont tranchées, telles que les divisions politiques entre les jeunes et les personnes âgées ou les divisions ethniques tendues, nous avons besoin de forums et d'espaces qui amènent le dialogue entre ces groupes divisés.
- Avec un plus grand nombre d'organisations de la société civile basées dans les capitales et de mouvements populistes d'extrême droite qui trouvent souvent leur soutien le plus fidèle dans les zones rurales et isolées, nous devons organiser des dialogues entre les voix métropolitaines et celles des périphéries.

7. NOTRE RESPONSABILITÉ DE DONNER L'EXEMPLE EN TANT QUE SOCIÉTÉ CIVILE DÉMOCRATIQUE

Il incombe naturellement à la société civile de jouer un rôle moteur dans cette réinvention de la démocratie, car nous savons que la démocratie ne peut pas être un processus dirigé par une élite. Elle doit provenir du peuple et être exigée par lui. Si la démocratie est un cadeau des élites, celles-ci peuvent toujours la récupérer. Les libertés démocratiques sont revendiquées à travers des luttes et rien n'est permanent. Ces luttes doivent être continues. Les droits démocratiques durement acquis exigent des sentinelles et, comme le signalent les personnes interrogées dans des lieux aussi divers que le **Sénégal** et les **États-Unis**, ces sentinelles proviennent souvent des rangs de la société civile.

Mais avant de pouvoir prétendre mener ce processus, nous devons aussi revoir nos privilèges. Nous ne pouvons être des meneurs que si nous donnons l'exemple, en modelant la démocratie entre notre sein. Nous devons nous ouvrir aux citoyen.nes et construire une démocratie interne à nos organisations et alliances. Nous devons nous reconstruire en tant qu'espace dans lequel de nouvelles formes de démocratie sont établies, appliquées, éprouvées, modélisées et partagées pour une plus large adoption. Pour réinventer la démocratie, nous devons d'abord réinventer nos organisations.

Mais nous devons le faire dans cette époque actuelle de grande méfiance, y compris vis-à-vis de nous-mêmes, et à un moment où la société civile est remise en cause à plusieurs endroits. Ce n'est pas facile, mais l'opportunité existe de changer cette vision, d'obtenir l'appui du public et de mobiliser les citoyen.nes en faveur des libertés démocratiques et d'une plus grande démocratie.

La révélation de cas d'abus dans certaines organisations de la société civile devrait être perçue comme notre propre moment **#MeToo**, auquel nous devons réagir en modifiant non seulement nos politiques, mais également nos **cultures organisationnelles**. Les approches que nous pouvons mettre en place comprennent : des audits de diversité, des mesures visant à éliminer les écarts de rémunération entre hommes et femmes dans des délais impartis, des politiques efficaces en matière des lanceur.es d'alerte, des méthodes de travail nouvelles que les salarié.es peuvent concevoir en tenant compte de leur engagements familiaux et qui préviennent le burn-out, des actions visant à réduire les couches de hiérarchie et dans la prise de décision interne, la durée du mandat des dirigeant.es, un engagement pris auprès des membres du personnel issu.es de groupes sociaux dominants pour les sensibiliser aux préjugés inconscients qu'il.elles peuvent avoir, et aussi l'adoption de nouveaux styles de leadership. Toutes ces approches doivent être enracinées dans une analyse approfondie des déséquilibres de pouvoir existants au sein de nos organisations, et nous devons reconnaître que, au sein même des équipes de la société civile, une diversité d'opinions doit être représentée et qu'il doit exister une diversité de processus et d'espaces où ces opinions peuvent être exprimées.

Nous devons modeler et promouvoir un style de leadership fondé sur l'écoute et l'audition. Nous devons cesser de compter comme par le passé sur des styles de leadership 'héroïques', généralement fondés sur des stéréotypes du mâle dominant, des travailleurs humanitaires considéré.es comme des 'sauveurs', comme on le voit si souvent dans notre travail en réponse aux conflits et aux urgences humanitaires. Nous devons modéliser des styles de leadership post-héroïques, post-machos, en nous basant sur des exemples de styles de leadership alternatifs, tels que ceux des mouvements populaires **féministes**. Nous devons montrer la valeur de ce genre de style de leadership dans la résolution des conflits et dans la construction d'un consensus inclusif.

Nous devons modéliser aussi les cultures de la démocratie parmi notre personnel et nos bénévoles, afin de prouver que la participation démocratique sur le lieu de travail est possible et souhaitable, et que des avantages en résultent. Nous pouvons supposer que si les personnes bénéficient d'une



Le dialogue sur la démocratie organisé par l'Alliance Karapatan pour la promotion des droits du peuple aux Philippines a porté notamment sur les militants des droits humains, les dirigeants syndicaux, les agriculteurs et les travailleurs agricoles, les citoyens pauvres, les personnes, les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et les défenseurs de l'environnement

Source : Alliance Karapatan

meilleure démocratie sur le lieu de travail, elles développeront une capacité de participation plus forte et porteront dans d'autres arènes des attentes élevées en matière de participation. Il appartient à nous, la société civile, de mettre cette proposition à l'épreuve.

Nous devons modéliser de nouvelles manières d'écouter les gens et de les aider à amplifier leur voix. Si nous voulons rétablir la confiance du public dans la société civile, nous devons d'abord montrer aux gens que nous leur faisons confiance, en les écoutant. Nous devons donc explorer les moyens permettant aux citoyen.nes de prendre part à nos prises de décision, tels que des panels de citoyen.nes et des groupes de discussion pour les mettre au fait de nos priorités.

Nous pouvons également gagner plus de confiance en faisant preuve d'une transparence exemplaire et en nous ouvrant à de nouveaux moyens visant à démontrer aux citoyen.nes notre **reddition des comptes**, tels que la publication régulière de rapports lisibles sur nos financements et notre impact, et surtout réalisés de manière à reconnaître nos échecs et nos succès et prouvant notre volonté d'apprendre de nos erreurs. Nous devons

documenter nos échecs et nos succès, et partager plus largement les enseignements et leçons dont nous en tirons.

Ce faisant, cela nous aiderait également à montrer aux États que nous montrons l'exemple et à réfuter les critiques sur la légitimité de la société civile formulées par les politicien.nes, au motif que nous ne faisons pas face à des élections et que nous ne sommes pas tenus responsables de nos décisions et de notre utilisation des ressources. Il serait utile de démontrer que la démocratie présente de multiples dimensions et que, même si nous ne représentons ni les électeur.rices ni les partis politiques, nous représentons des idées, des préoccupations, des espoirs et des rêves. Et que nous renouvelons notre mandat chaque jour en nous ouvrant aux citoyen.nes et en faisant le travail que personne d'autre ne fera.

Nous devrions dialoguer avec nos bailleurs de fonds sur leur rôle éventuel dans la promotion d'une plus grande démocratie à l'intérieur de nos organisations. Les donateurs pourraient peut-être nous aider à devenir plus démocratiques au moyen de lignes de financement spéciales ou en reconnaissant dans les décisions de financement qu'ils prennent les organisations de la société civile qui ont pris des mesures pour améliorer leur démocratie interne. Nous devons également trouver des moyens de réduire la concurrence entre nous, qui peut conduire à de mauvais types de comportements. Cela pourrait inclure davantage d'échanges d'informations et d'ententes interdisant la concurrence pour bénéficier de certaines lignes de financement.

La société civile doit être réaliste et avoir une conversation honnête sur ce qui se passe lorsque ses dirigeants **se lancent** dans la politique et le gouvernement. Nous ne devrions pas prétendre que cela ne se produit pas ; et nous devons trouver des moyens de gérer ces transitions pour que soit toujours respectée la nature autonome et non-partisane de la société civile, et pour que cela ne donne pas du grain à moudre à nos critiques qui nous accusent d'exécuter les politiques de partis via d'autres moyens, et pour qu'elles n'aient pas d'impact majeur sur les capacités de la société civile. Mais, nous devons trouver aussi des moyens de maintenir des liens avec ceux et celles qui quittent la société civile pour la sphère politique et gouvernementale afin de promouvoir des programmes communs.

En tant que société civile, nos approches doivent être **intersectionnelles** pour mobiliser la solidarité et relier les combats de différents mouvements. Et nous devons également trouver une nouvelle façon de parler de l'intersectionnalité, qui dépasse le jargon que beaucoup considèrent comme un obstacle. Nous devons reconnaître et tirer des leçons de la contribution du **mouvement des femmes** à la lutte pour la démocratie et soutenir les combats de ces mouvements, car quand ils sont remportés, on constate un progrès pour **les libertés de tous et toutes**. Comme le disait une interviewée de **Corée du Sud**, « le féminisme perfectionne la démocratie ». Nous devons apprendre et promouvoir des méthodes de travail diffuses et horizontales, et la solidarité pragmatique du mouvement féministe et des autres mouvements sociaux contemporains.

Alors qu'il nous tarde de voir l'avenir d'une démocratie réinventée, il nous incombe, en tant que société civile et citoyen.nes actif.ves de voir les choses en grand, d'être créatif.ves et, surtout, d'utiliser notre imagination. Nous vivons à une époque où beaucoup voudraient plutôt regarder en arrière vers un passé factice, imaginé, glorieux, caractérisé par le règne de l'homme fort, de sociétés mono-culturelles et des aspirations à des grandeurs impériales. Cela ne peut pas être notre avenir. Au 21ème siècle, nous pouvons faire mieux que ces appels au passé. Bien que nous tirions notre résilience de nos histoires de luttes pour l'émancipation, nous ne pouvons pas renouveler la démocratie en regardant en arrière. Il est temps de rompre de manière décisive avec les politiques de bas niveau dont beaucoup d'entre nous sont témoins aujourd'hui.

Seule la société civile peut le faire, car la société civile est la zone du dialogue, de l'expérimentation et de la créativité. En tant que société civile, nous ne pouvons pas nous retirer dans un lieu plus sûr et simplement espérer survivre à la tempête. Nous devons créer l'espace où la citoyenneté active est vécue et devient réelle. Nous devons faire bouger les choses, nous inspirer de nos récentes réactions et faire preuve d'audace pour renouveler, revitaliser et réinventer la démocratie.

CRÉDITS

ARTICLES DES INVITÉ.ES

- Action Contre les Violations des Droits des Personnes Vulnérables, RDC : **La démocratie de façade en République Démocratique du Congo**
- Mbongo Ali, Burundi : **Le respect des mandats présidentiels dans la démocratie burundaise**
- Rezwan-ul-Alam, Bangladesh : **The compromised state of civil society in Bangladesh**
- Víctor Armony, Observatoire des diasporas du Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie, Université du Québec à Montréal, Canada : **Les tensions du multiculturalisme au Canada et les limites du modèle interculturel du Québec**
- Adriana Inés Ávila Zárate, Movimiento Cívico Conciencia Ciudadana, Colombie : **Tomar agua nos da vida; tomar conciencia nos dará agua**
- Lopa Banerjee, ONU Femmes : **Bending the arc of democracy**
- Tosca Bruno-van Vijfeijken, Transnational NGO Initiative, Syracuse University, États-Unis : **Internal democracy within transnationally operating non-governmental organisations: are we as democratic as we think?**
- Andreas Bummel, Democracy Without Borders : **Let's imagine global citizen participation at the UN**
- Chantal Line Carpentier, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : **How United Nations reform can support a reimagined democracy**
- Edward Chaka, Peoples Federation for National Peace and Development, Malawi : **Piecemeal application of freedom of association: the case of Malawi**
- Gastón Chillier, Centro de Estudios Legales y Sociales, Argentine : **Pressure increasing on Argentine civil society, a vital force for change**
- McDonald Chipenzi, Zambie : **Citizens' freedoms in chains in Zambia?**
- Kendra Dupuy, Peace Research Institute Oslo, Norvège : **Wither democracy in an age of renewed populism?**
- Aidan Eyakuze, Twaweza East Africa, Tanzanie : **Citizens' voices: defending democracy in Tanzania**
- Spencer Eziano, Nigeria : **Thoughts and perspectives on democratic practices in Nigeria**
- Steen Folke, Danemark : **Danish civil society's response to right-wing, xenophobic government policies**
- Thomas E Garrett, Communauté des Démocraties : **A return to the democratic spirit**
- Amine Ghali, Tunisie : **Civic space in Tunisia: international dynamics don't always help**
- Harris Gleckman, Benchmark Environmental Consulting, États-Unis : **Multistakeholderism: a new way for corporations and their new partners to try to govern the world**
- Burkhard Gnärig, International Civil Society Centre : **Germany: dare more democracy**
- María Alicia Gutiérrez, Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Legal, Seguro y Gratuito, Argentine : **Ahora que estamos juntas, ahora que sí nos ven: el debate por la Ley de Interrupción Voluntaria del Embarazo en Argentina**
- Jonas Habimana, Bureau d'Information-Formation pour l'Echanges et les Recherches sur le Développement, RDC : **Crises électorales, conflits et programmes d'éducation civique en République Démocratique du Congo**
- Charlie Holt, Greenpeace International : **How SLAPPs undermine democracy: a case study of the USA**
- Khoo Ying Hooi, Département d'Études Internationales et Stratégiques, Faculté des Lettres et Sciences Sociales, Université de Malaya, Malaisie : **Civil society and democratisation in Malaysia: between resistance and co-optation**
- Mohammad Issa, Yes Theatre for Communication among Youth, Palestine : **Democratic reform through the use of community arts**
- Ryota Jonen, Mouvement Mondial pour la Démocratie: **What can save democracy?**
- Okezie Kelechukwu, Neighbourhood Environment Watch Foundation, Nigeria : **Consolidating democracy in Nigeria: the need to promote electoral integrity**
- Avila Kilmurray, Irlande : **Ireland: the A, B, C and X of civil society activism**
- Mears Samnang Kuy, Accountability Cambodia : **Voluntary Income and Asset Declaration Online – the case of Cambodia**
- Olena Lazorenko, Ligue des Femmes Professionnelles et Institut de Philosophie de l'Académie Nationale des Sciences d'Ukraine : **Democratising the policy dialogue on SDG localisation: the experience of the League of Professional Women in Ukraine**
- Lennier López, Florida International University, États-Unis et Armando Chaguaceda, Universidad de Guanajuato, Mexique : **Cuban civil society: survival, struggle, defiance and compliance**
- Harsh Mander, Inde : **Fraternity and a Caravan of Love in India**
- Aisha Mansour, Lina Ismail, Nermin Hwaihi et Rasha Sansur, Fondation Dalia, Palestine : **Community giving as a vehicle for democracy: Practical experiences from Palestine**
- Pauline Martin : **Reimagining our organisations**
- Diamena-Lema Matundu, RDC : **La nécessité de la revalorisation de la liberté d'expression dans la République Démocratique du Congo**
- Yukiko Miki, Access-info Clearinghouse Japon : **Facing a crisis of democracy, Japan's civil society groups fight for accountability**

- Veronika Móra, Ökotárs – Fondation Hongroise pour le Partenariat Environnemental, Hongrie : **Democratic backsliding and civil society response in Hungary**
- Alex Mutale, Zambia : **Reimagining democracy in Zambia**
- Kamau Ngugi et Yvonne Owino-Wamari, Coalition Nationale des Défenseurs des Droits de l’Homme – Kenya : **Human rights defenders securing the right to vote in Kenya**
- Andre Francisco Pilon, Université de São Paulo, Brésil : **Democracy, governance, science-policy and societal organisation: an ecosystemic approach to public policies, research and teaching programmes**
- Edwin Rekosh, Rights CoLab : **Gaining ground against rising illiberalism**
- César Rodríguez Garavito et Krizna Gómez, Dejusticia, Colombie : **Populism and human rights: a new playbook**
- Gina Romero, Red Latinoamericana y del Caribe por la Democracia et Nicolás Panotto, Grupo de Estudios Multidisciplinarios sobre Religión e Incidencia Pública : **Reimaginando la relación entre la sociedad civil y el sector religioso en América Latina: nuevas alianzas para enfrentar viejos retos**
- Sarah Rose et Ulrika Cilliers, Save the Children : **The role of children in reimagining democracy: what would it take for a generation of children to be considered part of democratic societies?**
- Artur Sakunts, Helsinki Citizens’ Assembly-Vanadzor, Arménie : **Learning how to live and to act in free conditions**
- Nedal Al-Salman, Bahrain Center for Human Rights et Kristina Stockwood, Gulf Centre for Human Rights : **Is there hope for a human rights-respecting culture in Bahrain?**
- Pablo Secchi et Karina Kalpschtrej, Poder Ciudadano, Argentine : **Argentina: un desafío para la sociedad civil en pleno**
- Tulika Srivastava, Women’s Fund Asia : **Feminist agendas, democratic processes**
- Ichal Supriadi, Asia Democracy Network : **The will of civil society to promote and defend democracy in Asia**
- Fisseha Tekle, Amnesty International : **Ethiopia: the need for comprehensive, speedy and inclusive reform**
- Ertuğ Tombuş, Institut für Sozialwissenschaften, Humboldt-Universität zu Berlin, Allemagne : **Autocracy behind a democratic facade: the political regime in Turkey**
- Henry Udemeh, Grassroots Development Support and Rural Enlightenment Initiative, Nigeria : **Age qualifications to hold political office: a civil society experience from Nigeria**
- Fergus Watt, Initiative ONU2020 : **Mobilising for a people-centred United Nations**
- Thinzar Shunlei Yi, Action Committee for Democracy Development, Myanmar : **Myanmar: Under the name of democracy, the military rules**

INTERVIEWS

- Défenseure des droits humains iranienne, anonyme : **‘Against hopelessness, we need to work not to lose the very small windows of freedom that we can find under this dictatorship’**, janvier 2018
- Activistes de Tanzanie, anonymes : **‘People can’t say what they want to say’**, septembre 2018
- Barbara Adams, Global Policy Forum : **‘Market discourse has captured the development agenda to a point that may be incompatible with UN mandates’**, janvier 2018
- John Ador, Mouvement #Anataban, Soudan du Sud : **‘Our current regime is democratic only on paper, not in practice’**, août 2018
- Oscar Ayala Amarilla, Coordinadora de Derechos Humanos de Paraguay : **Gobierno aplica ley inconstitucional anti-protesta en forma discriminatoria contra movimientos sociales que desafían su poder**, novembre 2017
- Francesc Badia I Dalmasas, democraciaAbierta : **Catalonia: ‘It might take years to rebuild the political, social and emotional bridges that the pro-independence process has blown up’**, janvier 2018
- Ivana Bacik, sénatrice, Irlande : **The Irish referendum, an exercise in deliberative democracy**, juin 2018
- Gayoon Baek, Jeju Dark Tours, Corée du Sud : **‘Achieving victory by our own hands’**, octobre 2018
- Katherine Baird, Fondation Change.org : **‘We believe in citizens taking action on the issues that affect their lives, without needing vast resources’**, février 2018
- Saúl Baños, Mesa Nacional Frente a la Minería Metálica, Salvador : **Victoria de la sociedad civil de El Salvador: Entra en vigor la ley que prohíbe la minería metálica**, juin 2017
- Luaty Beirão, Angola : **‘There are signs of hope, but we are not waiting with our arms crossed but pushing for reforms that improve our lives’**, janvier 2017
- Analía Bettoni, Instituto de Comunicación y Desarrollo, Uruguay : **Con el espacio cívico bajo ataque, construir confianza en la sociedad civil es más urgente que nunca’**, septembre 2018
- Janvier Bigirimana, Burundi : **Burundi referendum a blatant violation of its Constitution**, mai 2018
- Elizabeth Biney, My Vote Counts, Afrique du Sud : **South African NGO scores legal victory in limiting the influence of ‘big money’ on democracy**, octobre 2017
- Martyna Bogaczyk, Fondation Éducation pour la Démocratie, Pologne : **‘We are increasingly seeing the dark side of civil society’**, juillet 2018
- José Henrique Bortoluci, Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporânea do Brasil, Fundação Getúlio Vargas, Brésil : **‘Na esquerda, as estruturas tradicionais se enfraqueceram ao mesmo tempo que novas formas de organização locais e autônomas surgiram em todo o país’**, janvier 2018

- María Ysabel Cedano, DEMUS – Estudio para la Defensa de los Derechos de la Mujer, Pérou : *La defensa de los derechos sexuales y reproductivos de las mujeres en el Perú: una lucha arriesgada contra enemigos poderosos*, mai 2017
- Jesse Chen, Powerline, États-Unis : *'Democracy is a struggle that never ends'*, juillet 2018
- Gastón Chillier, Centro de Estudios Legales y Sociales, Argentine : *'El gobierno argentino envió un mensaje intimidatorio en relación con la participación de la sociedad civil; esta reducción del espacio cívico en las discusiones globales debe ser monitoreada'*, décembre 2017
- McDonald Chipenzi, Zambie : *The Political Parties Bill is 'poison for Zambia's ailing democracy'*, octobre 2017
- Yiu Wa Chung, Hong Kong : *'Democracy is much more than street protest and institutional politics, and Hong Kong people are now resisting in all possible and impossible ways'*, janvier 2018
- Stefan Cibian, Fédération des Organisations Non-Gouvernementales de Développement de la Roumanie : *'If citizens are not able to recognise what is going on and mobilise, Romania will very likely join the club of "illiberal democracies" of the region'*, décembre 2017
- Jaclyn Corin et Matt Deitsch, March for Our Lives, États-Unis : *'Democracy is not failing the American people – politicians are'*, juin 2018
- Bestang Dekdeken, Cordillera Peoples Alliance, Philippines : *Filipino activists stand firm after government adds them to list of terrorists*, avril 2018
- Enrique de León, Comité Nacional de Lucha contra el Cambio Climático, République Dominicaine : *'Solo un gobierno auténticamente democrático podrá enfrentar seriamente el problema del cambio climático'*, novembre 2017
- Nizar El Fakih, Proiuris, Venezuela : *'Ante la profundización de la crisis económica y social, el descontento solo puede ser acallado mediante maniobras político-electorales y represión'*, décembre 2017
- Cheikh Fall, Africivistes : *Des citoyen(ne)s responsables peuvent devenir des sentinelles de la démocratie*, juillet 2018
- Jean-Marie Fardeau, Vox Public, France : *'Il faut relier les organisations plus traditionnelles des droits humains avec celles issues des minorités visibles'*, août 2018
- Sara García Gross, Groupement Citoyen pour la Dépénalisation de l'Avortement Thérapeutique, Éthique et Eugénique, Salvador : *El Salvador es uno de los pocos países que aún no han decidido que la vida de las mujeres importa*, juin 2017
- Anaïs Franquesa Griso, Irídia, Centre per la Defensa dels Drets Humans, Catalogne : *'A diferencia del Brexit, la demanda independentista catalana tiene un componente democratizador'*, janvier 2018
- Thea Gelbspan, Réseau-DESC – Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels : *'Even the most progressive UN agencies have become vulnerable to the threat of corporate capture; fortunately, there are precedents of the UN tackling this kind of challenge'*, décembre 2017
- Natalia Gherardi, Equipo Latinoamericano de Justicia y Género, Argentine : *'La presencia de mujeres en espacios de representación política es buena no solo para las mujeres sino también para la democracia'*, février 2018
- Anna-Carin Hall, Kvinna till Kvinna, Suède : *'Swedish civil society needs to defend democracy at the grassroots level on a daily basis'*, septembre 2018
- Fernanda Hopenhaym, Projet sur l'Organisation, le Développement, l'Éducation et la Recherche-PODER, Mexique : *Tratado Vinculante: 'No es una bala de plata, pero será un paso adelante en la regulación del excesivo poder corporativo transnacional'*, septembre 2018
- Huseyin Hurmali, Journalists and Writers Foundation : *Dire situation for journalists and civil society in Turkey*, mai 2017
- Shahindha Ismail, Maldivian Democracy Network : *'Civic space is practically nonexistent now'*, septembre 2018
- Emanuel Johansen Campos, Alternativas y Capacidades, Mexique : *'Buscamos incidir en las políticas públicas del próximo gobierno para contribuir a solucionar los problemas del país'*, août 2018
- Gillian Kane, Ipas : *'Threats to women's and LGBTI rights are threats to democracy; any retrogression is unacceptable'*, décembre 2017
- Linda Kavanagh, Abortion Rights Campaign, Irlande : *'People have power, even if they don't usually feel like they do'*, juillet 2018
- Koffi dela Franck Kepomey, Concertation Nationale de la Société Civile au Togo : *Les manifestants se transforment en milliers de personnes qui battent la fermeture d'Internet*, octobre 2017
- Albin Keuc, Slovenian Global Action : *'A fragmented political reality'*, septembre 2018
- Anita Koncsik, Hungarian Civil Liberties Union : *New Bill aims to silence civil society that criticises the state*, mai 2017
- Nic Kowsar, Iran : *Political humour as a tool against authoritarian regimes*, août 2018
- Elina Leinonen, Fondation pour les Services aux Personnes Handicapées Mentales, Finlande : *'People are eager to use any opportunities at hand to influence decision-making'*, août 2018
- Horace Levy, Jamaicans for Justice : *'The government is in fact listening to civil society, just not to the progressive side of it'*, octobre 2017
- Phil Lynch, Service Internationale pour les Droits de l'Homme : *Making progress, preventing regress: civil society at the Human Rights Council*, décembre 2017
- Khaled Mansour, Egypte : *'The security-first approach is not working'*, août 2018
- Maximilienne Ngo Mbe, Réseau des Défenseurs des Droits de l'Homme en Afrique Centrale : *Blocage de l'accès internet au Cameroun prive la société civile des ressources essentielles*, décembre 2017

- Wilfredo Méndez, Centro de Investigación y Promoción de los Derechos Humanos, Honduras : 'El conflicto generado por la reacción ciudadana contra el fraude puede hacernos perder un año ahora, pero nos hará ganar diez en el futuro', janvier 2018
- Viorel Micescu, CENTRAS: Centre d'Assistance pour les Organisations Non Gouvernementales, Roumanie : 'The anti-corruption protests have turned the inhabitants of Romania into a whole new generation of alert citizens', janvier 2018
- Lynnette Micheni, PAWA254, Kenya : 'Civil society needs a compelling counter-narrative', juillet 2018
- Laura Miti, Alliance for Community Action, Zambie : Case of Zambia's 42-for-42 tests freedom of expression and assembly, mai 2018
- Albert Labani Msambya, Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption, RDC : 'Il faudrait une plus grande implication de la société civile internationale pour mieux protéger les défenseurs congolais', août 2018
- Timothy Pagonachi Mtambo, Center for Human Rights and Rehabilitation, Malawi : Fed up with corruption, civil society organises Malawians to take to the streets, juin 2018
- Natalia Muñoz Castillo, Observatorio contra el Acoso Callejero, Chili : La cultura está cambiando, pero la lucha por la igualdad de género aún enfrenta fuertes obstáculos legales y políticos en Chile, mai 2017
- Andrés Nápoli, Fundación Ambiente y Recursos Naturales, Argentine : La sociedad civil de América Latina y el Caribe presiona por un acuerdo vinculante sobre acceso a la información y derechos ambientales, septembre 2017
- Paul Okumu, Kenya : Kenya's fresh election lights up Africa with hope, octobre 2017
- Ramiro Orias, Due Process of Law Foundation, Bolivie : 'La sociedad civil trabaja por una democracia no solo más representativa sino también más participativa', octobre 2017
- Michael Payne et Sam Jones, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain : Closure of civic space constitutes an existential threat to independent civil society in Bahrain, novembre 2017
- Ana Paula Penchaszadeh, Red de Migrantes y Refugiadxs en Argentina : 'Cuando los migrantes son ciudadanos de segunda, se degrada la democracia', juillet 2018
- Ben Phillips, Fight Inequality Alliance : 'Civil society won the debate on inequality but still needs to win the actual fight against it', janvier 2018
- Nick Robinson, International Center for Not-for-Profit Law : United States: 'Even in challenging times, civil society needs to be proactive in setting the agenda', janvier 2018
- Manuel Robles, Movimiento Marcha Verde, République Dominicaine : Escándalo de corrupción impulsa movilización de dimensiones históricas en la República Dominicana, juillet 2017
- Rangsiman Rome, Democracy Restoration Group, Thaïlande : 'We are an activist group that seeks to restore faith in democracy', juillet 2018
- René Rouwette, Kompass, Pays-Bas : 'Dutch citizens feel a major disconnect from politics', novembre 2017
- Ana Cristina Ruelas, Article 19, Mexique : En una democracia, no es posible que desaparezcan 43 estudiantes y todo siga igual, novembre 2017
- Amaru Ruiz, Fundación del Río, Nicaragua : 'Las protestas expresaron un reclamo articulado de democracia genuina, basada en el respeto de la voluntad popular', septembre 2018
- Artur Sakunts, Helsinki Citizens' Assembly-Vanadzor, Arménie : 'For the quality of democracy to improve, judicial independence must be guaranteed and labour rights need further protection', décembre 2017
- Annika Savill, Fond des Nations Unis pour la Démocratie : 'Democracy dies when no one works at keeping it alive', août 2018
- Fred Sekindi, Foundation for Human Rights Initiative, Ougande : 'It is for civil society to step in and fill the void on human rights and good governance issues', novembre 2017
- Ranhee Song, Korea Women's HotLine, Corée du Sud : '#MeToo is a feminist movement and feminism perfects democracy', juin 2018
- Silvia Stilli, AOI, Italie : 'What is underway is the promotion of an unequal society', juillet 2018
- Héctor Ulloa, Association des Étudiants en Droit de l'Université Nationale du Honduras : Pese al acoso, el movimiento estudiantil hondureño se niega a retroceder, août 2017
- Mónica Vargas Collazos, Campagne Globale pour revendiquer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des multinationales et mettre fin à l'impunité : Tratado Vinculante sobre Transnacionales y Derechos Humanos: 'Tenemos perspectivas de éxito porque por primera vez se han abierto las ventanas de las Naciones Unidas y ha entrado la gente', décembre 2017
- Gayathry Venkiteswaran, Université de Nottingham, Campus Malaisie : 'People invested in wanting a change' – civil society and the Malaysia elections, mai 2018
- Aleksey Volosevich, Ouzbékistan : 'Most of what you hear is noise and government propaganda', juillet 2018
- Yan Christian Warinussey, LP3BH – Institut de Recherche, d'Enquête et de Développement de l'Aide Judiciaire, Papouasie Occidentale : Failure to implement human rights protections in law contributed to violations, août 2018
- Kaspars Zālītis, Mozaika – Association des LGBT et leurs amis, Lettonie : 'Faced with hatred, we focus on delivering a human rights message', septembre 2018
- Mohammed Zaree, Cairo Institute for Human Rights Studies, Egypte : 'The democratic revolution is currently in hibernation; from a scale of 1 to 10, I would rate Egypt's democracy as below zero', novembre 2017

INTERVIEWS-VIDÉO

- **May Boeve**, 350.org, États-Unis
- **Vani Catanisiga**, Bua Urban Youth Network, Fidji
- **Chan Tsu Chong**, Bersih 2.0, Malaisie
- **Walter Corzo**, Jóvenes Contra la Violencia, Guatemala
- **Deewa Dela Cruz**, International Indigenous Peoples Movement for Self-Determination and Liberation, Philippines
- **David del Olmo**, Macoris Verde, République Dominicaine
- **Melissa Embriaco**, Observatoire Jeunesse/Oxfam Québec, Canada
- **Gabriel Escobar**, Asociación Pro Ciegos y Sordomudos, Guatemala
- **Alex Farrow**, CIVICUS Youth Action Team, Royaume-Uni
- **Lenina García**, Asociación de Estudiantes Universitarios Oliverio Castañeda de León, Guatemala
- **Marlin González**, Alianza Pro Igualdad et Funda Género, Panama
- **Diana Pérez**, Instituto Mexicano para el Desarrollo Comunitario, Mexique
- **Tamami Rarama**, Rainbow Pride Foundation, Fidji
- **Roselle Rasay**, Code-NGO, Philippines
- **Bianka Rodríguez**, COMCAVIS Trans, El Salvador
- **Soo Yun Suh**, Asia Democracy Network, Corée du Sud
- **Diana Vegas**, Red Sinergia, Venezuela
- **Katherin Zerón**, Red Lésbica Cattrachas, Honduras
- **Beatriz Zúñiga**, Peras del Olmo, Costa Rica

DIALOGUES SUR LA DÉMOCRATIE

- **Afrique du Sud**: CIVICUS, Johannesburg, 18 de mai 2018
- **Afrique du Sud**: The Creative Advantage
- **Argentine**: Centro Cultural de la Cooperación Floreal Gorini et Asociación Pablo Besson, Buenos Aires, 27 août 2018
- **Bangladesh**: Bandarban, 8 septembre 2018
- **Bolivie**: Centro de Estudios y Apoyo al Desarrollo Local, El Alto, 20 et 27 août 2018; Sucre, 9-10 août 2018; Tarija, 30-31 août 2018
- **Burundi**: Association des Amis de la Nature, Kampala, 17 août 2018
- **Cameroun**: A Common Future
- **RDC**: Yole!Africa, Goma, 12 juillet 2018
- **Ecuador**: Fundación Ciudadanía y Desarrollo et Universidad de los Hemisferios, Quito, 21 août 2018
- **Fidji**: CIVICUS, Semaine Internationale de la Société Civile, Suva, 8 décembre 2017
- **Gambie**: Global Youth Innovation Network-Cambia Chapter et Network of Freelance Journalists, Fajara, 4 août 2018
- **Inde**: Blue Ribbon Movement, Mumbai, 26 août 2018
- **Inde**: Red Elephant Foundation

- **Kenya**: Elgeyo Marakwet Civil Society Network, Condado de Elgeyo Marakwet, 3 août 2018
- **Mexique**: Centro Mexicano para la Filantropía et Red para el Desarrollo Comunitario, Ciudad de México, 29 août 2018
- **Népal**: Dignity Initiative, Butwal, 29 juillet 2018
- **Nigeria**: Girls Education Mission International, Jos, Plateau, 18 juillet 2018
- **Pakistan**: Blue Veins, Peshawar, Khyber Pakhtunkhwa, 17 août 2018
- **Panama**: Consumo Ético, Valle del Riscó, 17 juin 2018
- **Philippines**: Karapatan Alliance for the Advancement of People's Rights, Rodríguez, Rizal, 19 août 2018
- **Suisse**: CIVICUS, Genève, 16 novembre 2017
- **Tadjikistan**: Association Nationale des ONG du Tadjikistan, Dushanbe, 28 juillet 2018
- **Togo**: Amis des Étrangers au Togo, Lomé, 8 juillet 2018
- **Trinité et Tobago**: Network of NGOs of Trinidad and Tobago for the Advancement of Women, Port of Spain, 3 août 2018
- **Ouganda**: Action for Humanitarian Initiatives, División Kawempe, 7 août 2018
- **Zimbabwe**: Epworth Arts and Culture Association

GAGNANT.ES DU CONCOURS D'ARTIVISME DES JEUNES

Cláudia Cassoma, Angola

Fele, Afrique du Sud

Refilwe Monyadiwa Mosiane, Afrique du Sud

Malwande Mthethwa, Afrique du Sud

Vandita Sariya, Inde

Henry Amazin Toe, Liberia

CIVICUS

Équipe de rédaction et de recherche : Andrew Firmin, Inés M Pousadela, Mandeep Tiwana

Équipe des communications : Grant Clark, Kgalalelo Gaebee, Thapelo Masiwa, Lerato Pagiwa, Silvia Puerto Aboy, Matthew Reading Smith, Deborah Walter

Editrice et traducteurs : Dorothee Guénéheux, Laura Colpachi, Mathe Kinyana

Staff de CIVICUS : Josef Benedict, Clara Bosco, Marina Cherbonnier, Cathal Gilbert, Tor Hodenfield, Jeff Huffines, David Kode, Nic Mackay, Elisa Novoa, Lyndal Rowlands, Ine Van Severen, Bobbie Traut, Susan Wilding

Editrice de copie : Margaret Fish

Dessin : Robin Yile, Rizelle Stander

CONTACTEZ-NOUS

CANAUX NUMÉRIQUES



civicus.org



info@civicus.org



[@CIVICUSalliance](https://www.facebook.com/CIVICUSalliance)



[/CIVICUS](https://twitter.com/CIVICUS)

BUREAU CENTRAL

25 Owl Street, 6th Floor
Johannesburg,
Afrique du Sud,
2092

Tel: +27 (0)11 833 5959

Fax: +27 (0)11 833 7997

UN HUB: NEW YORK

205 East 42nd Street, 17th Floor
New York, New York
États-Unis
10017

UN HUB: GENÈVE

11 Avenue de la Paix
Geneva
Suisse
CH-1202
Tel: +41 (0)22 733 3435